



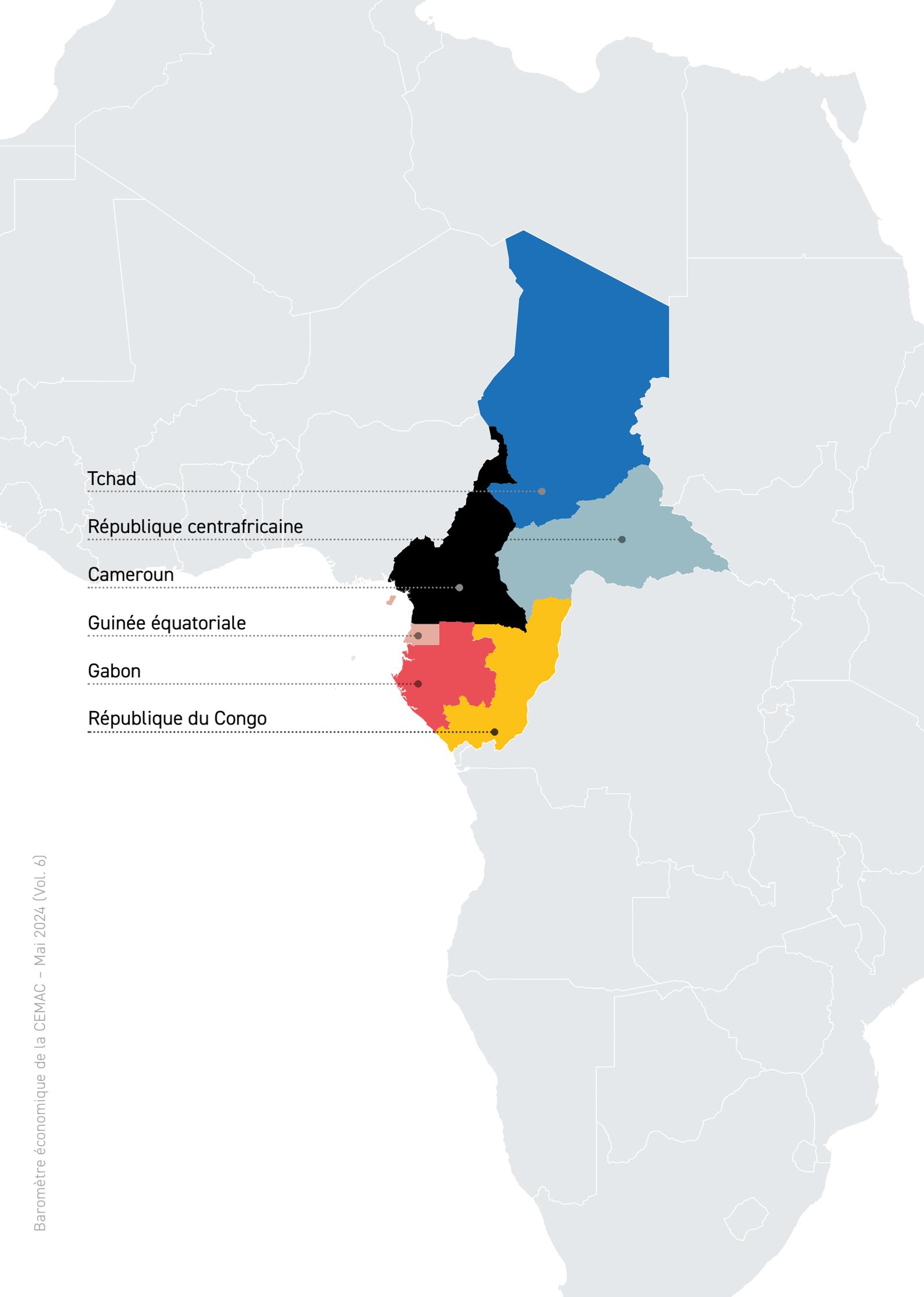
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Macroéconomie, Commerce et Investissement

Baromètre économique de la **CEMAC**

Mai 2024

2024

VOL. 6



Tchad

République centrafricaine

Cameroun

Guinée équatoriale

Gabon

République du Congo



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Macroéconomie, Commerce et Investissement

Baromètre économique de la

CEMAC¹

Mai 2024

Le Baromètre économique de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) est une publication semestrielle de la Banque mondiale qui présente un aperçu des évolutions récentes et des perspectives économiques de la région), ainsi que des principales priorités de développement et de réforme dans la région, suivi d'un bref diagnostic de chacun des pays.

2024
VOL. 6

¹ Le Baromètre économique semestriel de la CEMAC a été préparé par une équipe du Pôle d'expertise en Macroéconomie, Commerce et Investissement de la Banque mondiale composée de Robert Johann Utz (Économiste en chef), Djeneba Doumbia (Économiste), Erick Tjong (Économiste), Amina Coulibaly (Économiste principale), Vincent Belinga (Économiste principal), Demet Kaya (Économiste principale), Marilyne Youbi (Économiste), Pierre Mandon (Économiste), Diderot Guy D'Estaing Sandjong Tomi (Économiste), Sonia Barbara Ondo Ndong (Économiste), Francis Ghislain Ngomba Bodi (Économiste), Claudia Noumedem Temgoua (Économiste), et Chris Belmert Milindi Katindi (Consultant en contrat de longue durée), sous la direction de Sandeep Mahajan (Manager de programmes) et avec l'appui d'Irene Sitienei et Ifeoma Clementina Ikenye (Assistants de programme). Le rapport a été approuvé par Cheick Fantamady Kante (Directeur pays). Cette édition fait référence aux informations disponibles au 1er avril 2024. Veuillez contacter Djeneba Doumbia (ddoumbia@worldbank.org) et Erick Tjong (etjong@worldbank.org) pour toute question ou commentaire.

SECTION

1–

Évolution récente, perspectives économiques et principaux défis de développement dans la région de la CEMAC

I. Evolutions économiques récentes et perspectives dans la CEMAC

Tableau 1 - CEMAC	2023
Population, millions ^a	63
PIB, milliards USD courants ^a	111,8
PIB par habitant, USD courants ^b	3466
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD) ^a	31,1
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD) ^a	56,2
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD) ^a	81,5
Espérance de vie à la naissance, années ^c	59,4

Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté, et données officielles.

(a) Total pour la CEMAC.

(b) Moyenne pondérée pour la CEMAC.

(c) Moyenne simple pour la CEMAC.

La croissance dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) a ralenti et est tombée à 1,7 pour cent en 2023, contre 3,1 pour cent en 2022. Ce ralentissement de la croissance régionale a entraîné une croissance négative du revenu par habitant qui est passé de 0,44 pour cent à -0,33 pour cent. La croissance de 1,7 pour cent pour l'ensemble de la région de la CEMAC ne représente que la moitié du taux de croissance observé dans la région de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) en 2023 et est inférieure au taux de croissance moyen de 2,9 pour cent pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. La croissance négative en Guinée équatoriale et la moindre croissance au Gabon constituent un facteur important expliquant la faible croissance observée au niveau régional. Après avoir connu deux années de reprise, l'économie équato-guinéenne est retombée en récession avec un taux de croissance du PIB réel estimé à -5,8 pour cent en 2023 (contre 3,8 pour cent en 2022), principalement à cause d'une baisse de

la production d'hydrocarbures et de la demande intérieure. Le Gabon a connu un ralentissement du taux de croissance du PIB qui est passé de 3,0 pour cent en 2022 à 2,3 pour cent en 2023, à cause d'une baisse de la production de bois et de manganèse, dans un contexte de coûts élevés du carburant et de perturbations de la circulation ferroviaire causées par des glissements de terrain. À l'inverse, le Cameroun, qui présente un niveau de diversification économique relativement plus élevé et une plus faible dépendance aux hydrocarbures, est l'économie dont la croissance a été la plus rapide de la région CEMAC au cours des trois dernières années, la croissance moyenne de son PIB se situant à 3,4 pour cent sur la période 2021-2023 (3,3 pour cent de croissance en 2023).

Les positions extérieure et budgétaire de la région se sont détériorées en 2023 dans un contexte de baisse des cours du pétrole et des recettes pétrolières.

La baisse des cours internationaux des matières premières, en particulier du pétrole, a eu un impact négatif sur la performance de la CEMAC en matière d'exportations entre 2022 et 2023. Au cours de cette période, les cours du pétrole brut ont baissé, passant de 97,1 USD à 80,8 USD. En conséquence, selon les estimations, l'excédent du compte courant a diminué, tombant à une moyenne de 2,2 pour cent du PIB en 2023, contre 5,9 pour cent du PIB en 2022. Selon les estimations, les réserves brutes de la CEMAC ont diminué à 4,8 mois d'importations en 2023 (contre 5,2 mois en 2022). La baisse des recettes provenant des matières premières a également eu un impact sur la situation budgétaire de la région. Cependant, une augmentation des recettes non pétrolières a permis à la région de maintenir ses recettes budgétaires à un ratio moyen stable de 21,2 pour cent du PIB entre 2022 et 2023. En moyenne, les recettes tirées des ressources naturelles représentaient encore 46 pour cent des recettes totales dans la zone CEMAC, ce qui met en évidence la forte exposition

des finances publiques et de l'économie dans son ensemble à la volatilité des marchés des matières premières. La dépendance aux hydrocarbures est particulièrement forte en Guinée équatoriale, où les matières premières représentent 88 pour cent des recettes publiques. Les recettes fiscales représentaient en moyenne 9,6 pour cent du PIB dans la CEMAC. En comparaison, les pays de l'UEMOA ont recouvré des impôts à hauteur de 14,0 pour cent du PIB, ce qui souligne la nécessité de renforcer les efforts de mobilisation des recettes intérieures dans la CEMAC. Ces efforts permettraient à la région de se doter d'une source de recettes plus solide et plus durable et d'un espace budgétaire plus large.

Parallèlement, en 2023, les dépenses publiques ont augmenté dans la plupart des pays de la CEMAC, réduisant l'espace budgétaire et apportant des défis en termes de maîtrise de la dette publique.

Les dépenses totales dans la CEMAC ont augmenté pour atteindre une moyenne de 20,1 pour cent du PIB en 2023 contre 18,3 pour cent en 2022, et l'excédent budgétaire a diminué à 1,1 pour cent du PIB contre 2,9 pour cent pendant cette période. Les pressions budgétaires restent particulièrement fortes en République centrafricaine (RCA) où le déficit budgétaire était de 3,5 pour cent du PIB. La dette publique moyenne dans la région a augmenté pour atteindre 52,8 pour cent du PIB en 2023, contre 51,5 pour cent en 2022. La République du Congo est le pays où les pressions pour réduire le ratio dette/PIB sont les plus fortes ; ce ratio aurait atteint 96,0 pour cent en 2023. Le ratio dette/PIB du Gabon (70,5 pour cent) était juste au-dessus du critère de convergence de la dette de la CEMAC qui est de 70,0 pour cent du PIB. Pour pouvoir réaliser leurs aspirations respectives en matière de développement – qui exigent d'importants investissements dans les routes et l'énergie, les services publics et les domaines sociaux – tout en garantissant la viabilité budgétaire et de la dette, les pays de la CEMAC pourraient adopter des réformes visant à augmenter

les recettes publiques et à améliorer l'efficacité, la gouvernance et le ciblage des dépenses publiques. Les mesures visant à renforcer la gestion de la dette et à rationaliser les dépenses consacrées aux subventions aux carburants et aux exonérations fiscales, en les redirigeant vers des investissements dans les infrastructures, le capital humain et des programmes ciblés de protection sociale, restent importantes.

L'inflation, en hausse depuis fin 2021, a commencé à fléchir au second semestre 2023, dans un contexte de resserrement continu de la politique monétaire adoptée par la Banque des États d'Afrique Centrale (BEAC - la banque régionale) et de baisse des cours de la plupart des matières premières. Pour soutenir le régime de change et contenir les pressions inflationnistes, le taux directeur de la BEAC a été maintenu à 5,0 pour cent depuis mars 2023 après une augmentation cumulée de 175 points de base de novembre 2021 à mars 2023. En comparaison, les taux directeurs ont été également relevés dans la zone UEMOA, mais sont restés inférieurs, à 3,25 pour cent. Par ailleurs, la BEAC a mis fin à ses injections hebdomadaires de liquidités en mars 2023, après les avoir progressivement réduites à partir de juin 2021. Dans ce contexte, en septembre 2023, l'inflation moyenne (en glissement annuel) dans la région CEMAC est tombée à 4,7 pour cent, ce qui représente une baisse par rapport aux 6,3 pour cent enregistrés en décembre 2022. La baisse de l'inflation peut également être attribuée aux tendances favorables observées dans la reprise de la chaîne d'approvisionnement mondiale. Bien que cette tendance soit encourageante, l'inflation reste supérieure à la cible régionale de 3,0 pour cent. En comparaison, en décembre 2023, l'inflation globale dans l'UEMOA était inférieure à 2,4 pour cent. Parallèlement, le taux de change effectif réel (TCER) de la plupart des pays de la CEMAC s'est

déprécié ces derniers mois en raison de la baisse de l'inflation dans la région, indiquant une amélioration de la compétitivité des prix.²

La CEMAC continue de faire face à des taux de pauvreté élevés, persistants et stagnants, résultant de l'insuffisance de la croissance économique, du manque d'opportunités d'emploi et de la rapidité de l'expansion démographique. En 2023, environ 31,1 pour cent de la population de la région vivait avec moins de 2,15 USD par jour (mesuré en parité de pouvoir d'achat, PPA, de 2017). En comparaison, dans la région de l'UEMOA, la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté était relativement plus faible, à 23,4 pour cent en 2023. Les taux de pauvreté varient considérablement dans la CEMAC, allant de 2,8 pour cent au Gabon à 65,9 pour cent en République centrafricaine. En ce qui concerne les autres seuils de pauvreté, 56,2 pour cent de la population de la CEMAC vivait avec moins de 3,25 USD par jour tandis que 81,5 pour cent avaient un revenu quotidien inférieur à 6,85 USD en 2023. Selon les projections, en l'absence d'une reprise robuste de la croissance économique et d'une participation économique plus substantielle, il est peu probable qu'une baisse significative des niveaux de pauvreté se produise.

La réduction de la pauvreté exige également des efforts accrus afin de promouvoir l'emploi et les compétences professionnelles dans les pays de la CEMAC, où près d'un jeune sur quatre ne travaille pas, n'étudie pas et ne suit pas de formation. Le chômage – en particulier au Gabon et au Congo, où une personne sur cinq est sans emploi –, l'informalité et le manque d'opportunités économiques pour les jeunes constituent de risques sérieux pour les moyens de subsistance et la stabilité sociale dans une région dont la population est jeune et en croissance rapide. Le manque de compétences de la main-d'œuvre est une cause de chômage et compromet la croissance des activités des entreprises. La forte dépendance à l'égard de l'industrie pétrolière dans de nombreuses

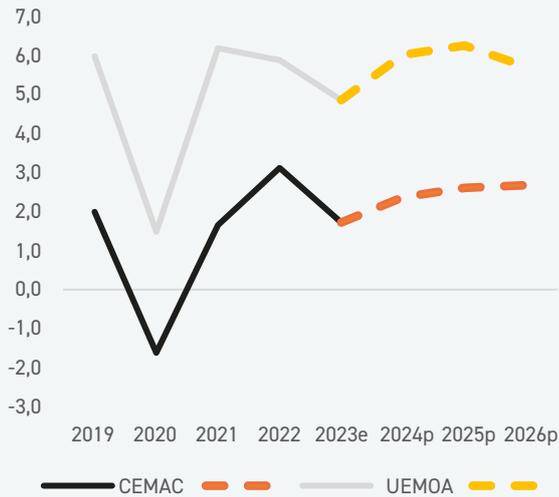
économies de la CEMAC contribue davantage au chômage et à la pauvreté dans la mesure où cette industrie à forte intensité de capital ne peut pas créer suffisamment d'emplois ni générer équitablement des revenus pour l'ensemble de la main-d'œuvre.

À l'avenir, la région de la CEMAC peut s'attendre à une croissance modérée, mais avec une faible réduction de la pauvreté et confrontée à d'importants risques baissiers. Un taux de croissance régional moyen de 2,5 pour cent est prévu pour 2024 et devrait être suivi d'une légère hausse en 2025-2026. Le taux de pauvreté dans la région, au seuil de 2,15 USD par jour (PPA de 2017), devrait baisser légèrement pour atteindre 30,9 pour cent en 2024-2025 (contre 31,1 pour cent en 2023). Parallèlement, la trajectoire baissière de l'inflation devrait persister tout au long de 2024 et au-delà. Les risques pesant sur les perspectives économiques de la région sont orientés à la baisse. Une baisse plus forte des cours des matières premières réduirait l'espace budgétaire. Le resserrement des conditions financières mondiales ou régionales sur une plus longue période, des perturbations plus importantes du commerce mondial et une demande mondiale plus faible que prévu pourraient saper la croissance dans la région. Des risques de poussées inflationnistes persistent également, notamment sur la scène internationale avec la guerre en cours en Ukraine et le récent conflit au Moyen-Orient. Au niveau régional, il existe également des risques importants à surveiller, notamment les catastrophes climatiques et les perturbations environnementales, l'insécurité persistante dans des régions de pays tels que la République centrafricaine, le Tchad et le Cameroun, et les tensions géopolitiques au Sahel.

² La baisse du taux de change effectif réel (TCER) d'un pays indique qu'il y a une dépréciation de la monnaie nationale par rapport au panier de devises de ses partenaires commerciaux tandis qu'une augmentation du TCER indique une appréciation.

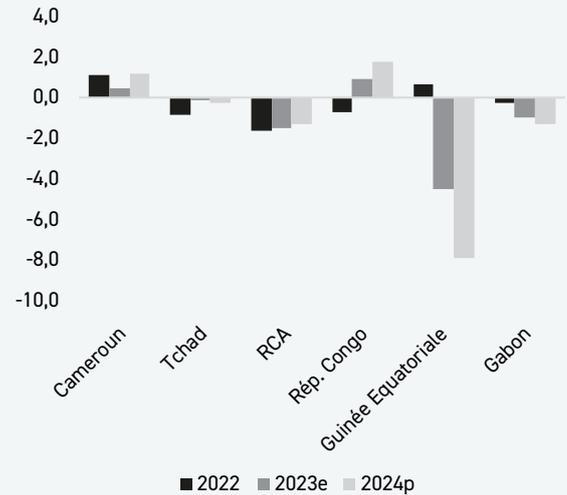
La croissance du PIB réel dans la CEMAC est passée de 3,1 pour cent en 2022 à 1,7 pour cent en 2023...

Figure 1. Croissance du PIB réel, 2019-2026



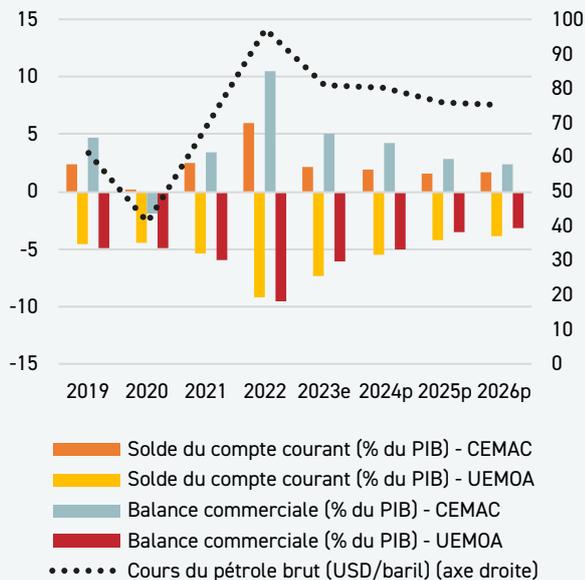
...alors qu'en moyenne le PIB par habitant a connu une croissance négative dans la région en 2023.

Figure 2. Croissance du PIB réel par habitant dans les pays de la CEMAC (en pourcentage), 2022-2024



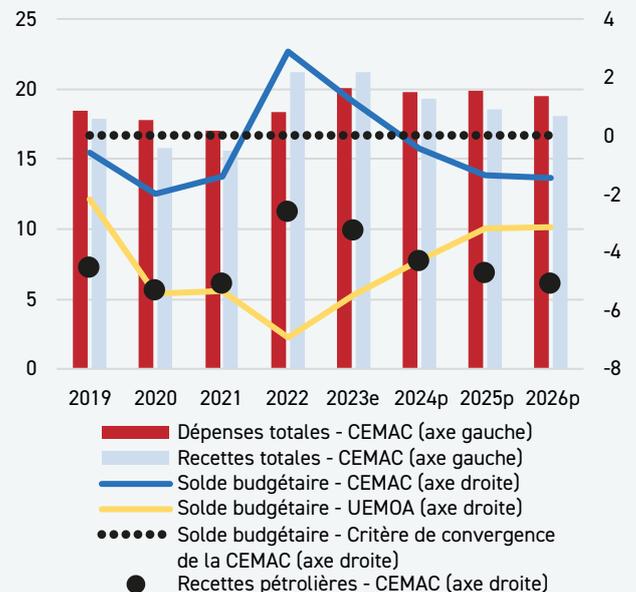
Tout en restant positif, le solde extérieur de la CEMAC s'est détérioré dans un contexte de baisse des cours et des recettes du pétrole.

Figure 3. Cours du pétrole (axe droite) et situation extérieure (axe gauche), 2019-2026



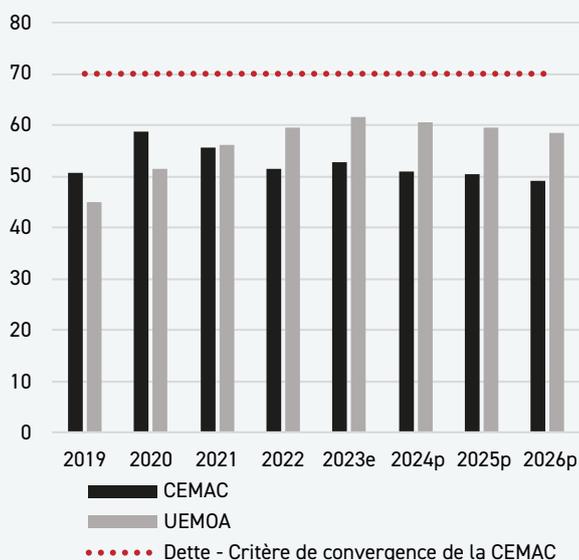
La baisse des recettes provenant des matières premières et l'augmentation des dépenses ont contribué à réduire l'espace budgétaire dans la zone CEMAC.

Figure 4. Situation budgétaire (% du PIB), 2019-2026



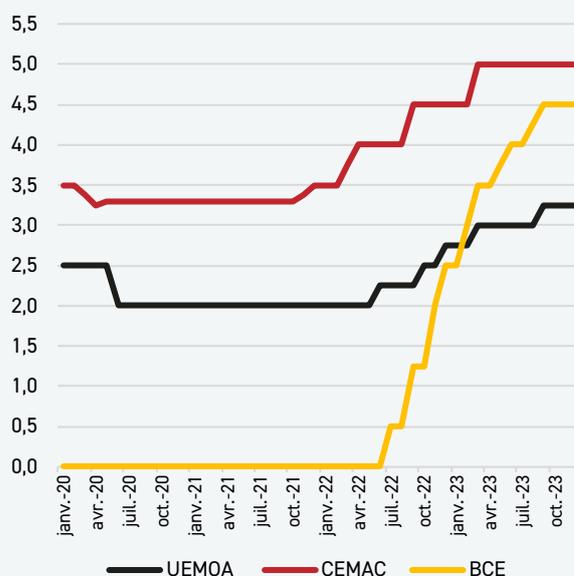
En conséquence, les pays de la CEMAC sont confrontés à un défi important, celui de contenir les dépenses et la dette publiques.

Figure 5. Dette publique (% du PIB), 2019-2026



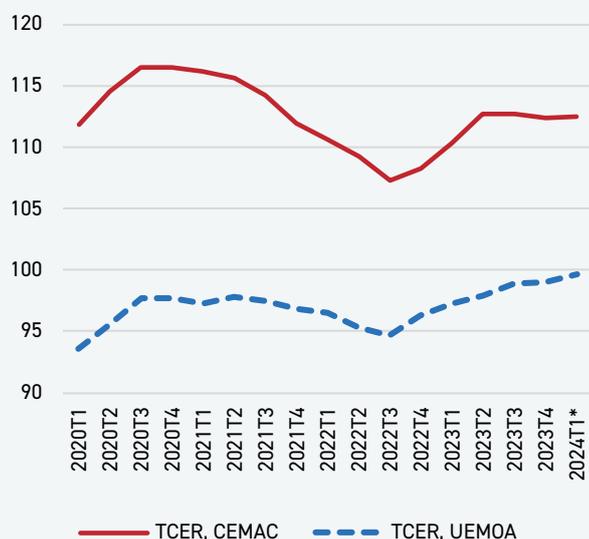
Depuis fin 2021, la BEAC exerce une politique monétaire de resserrement, maintenant le taux directeur à 5,0 pour cent depuis mars 2023.

Figure 6. Evolution des taux directeurs en Afrique de l'ouest et centrale et dans l'UE, 2020-2023



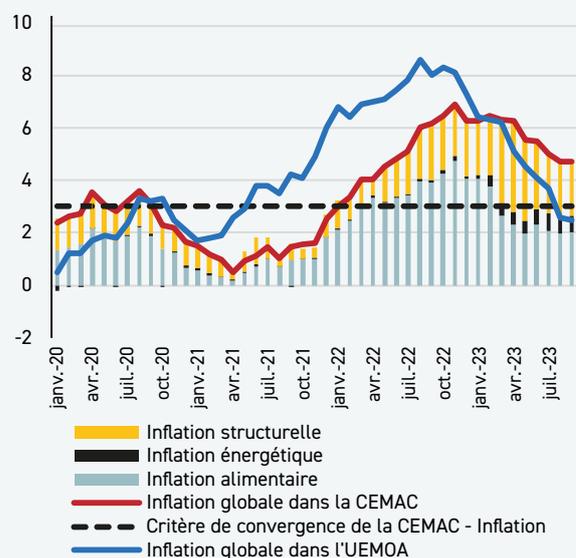
Le taux de change effectif réel des pays de la CEMAC a baissé en moyenne ces derniers mois, reflétant la dépréciation du FCFA par rapport au panier de devises des partenaires commerciaux.

Figure 7. Taux de change effectif réel USD-FCFA, 2020-2024



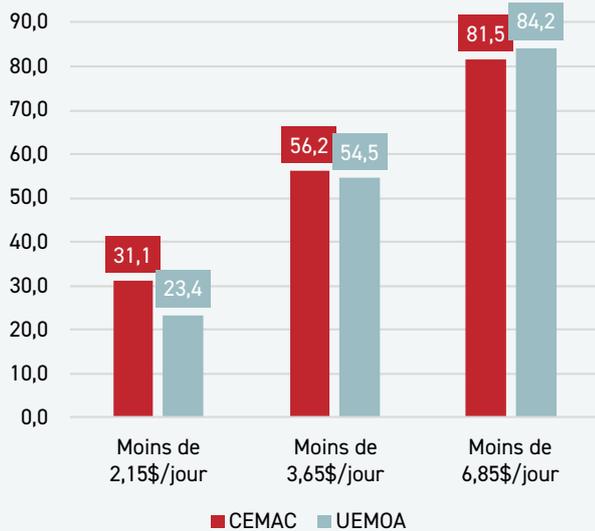
En septembre 2023, l'inflation était à 4,7 pour cent, ce qui représente une baisse par rapport aux 6,3 pour cent enregistrés en décembre 2022.

Figure 8. Inflation moyenne dans la CEMAC (pourcentage), 2020-2023



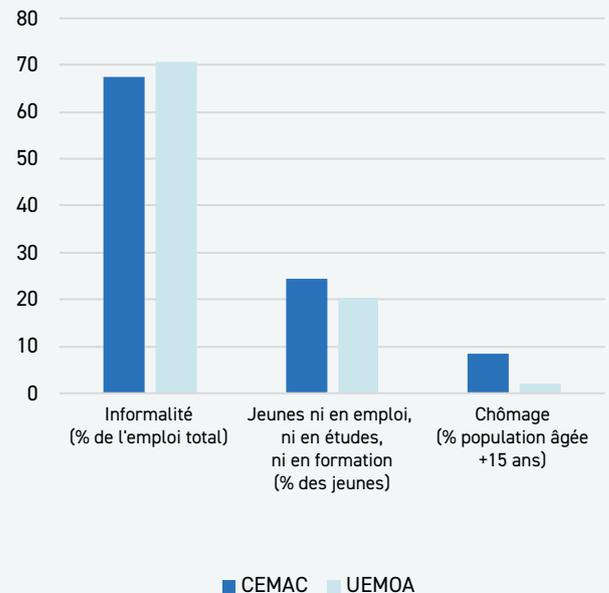
Néanmoins, l'inflation continue de peser sur les ménages, d'autant que près d'un tiers de la population vit dans l'extrême pauvreté.

Figure 9. Pourcentage de la population vivant dans la pauvreté dans la CEMAC et dans l'UEMOA, 2023



Il est essentiel de promouvoir l'inclusion et la participation économique dans la CEMAC, où un jeune sur quatre ne travaille pas, n'étudie pas et n'est pas en formation.

Figure 10. Indicateurs d'emploi dans la CEMAC et dans l'UEMOA



Sources : Autorités nationales, Bruegel, OIT, Banque mondiale et calculs des services de la Banque mondiale.

Remarques : Les chiffres indiquent des moyennes pondérées pour la CEMAC et l'UEMOA, basées sur la part des pays dans le PIB de chaque région. Les données sur la pauvreté ne sont pas disponibles pour tous les pays et toutes les périodes et sont basées sur des prévisions immédiates et des prévisions basées sur les données réelles des enquêtes nationales auprès des ménages pour le Cameroun (2014), la République centrafricaine (2021), le Tchad (2018), le Congo (2011) et le Gabon (2017). Les données sur l'emploi sont basées sur des estimations de 2023 (les données sur l'informalité datent de 2018 pour le Congo, 2017 pour le Gabon, 2014 pour le Tchad et 2008 pour la RCA, et ne sont pas disponibles pour la Guinée équatoriale).

II. Principaux défis de développement et priorités de réforme pour la CEMAC

Même si la reprise économique devrait se poursuivre au cours des prochaines années dans la CEMAC, en moyenne, les niveaux de croissance attendus ne pourront se traduire en une amélioration significative du niveau de vie. La CEMAC est confrontée à plusieurs défis de développement. Pour les résoudre, il serait nécessaire d'atteindre des capitaux humain, physique et institutionnel plus forts (Tableau 2). Il est essentiel d'améliorer l'environnement des affaires, avec de meilleures routes, un meilleur approvisionnement en

énergie, un meilleur accès au financement et des processus commerciaux et fiscaux plus efficaces, afin de stimuler la croissance du secteur privé et la création d'emplois.

Le renforcement de la gouvernance économique et des institutions et l'amélioration des capacités et de l'efficacité de l'action publique sont essentiels pour l'offre de services publics, la conception et la mise en œuvre de politiques

favorables à la croissance et à la gestion des ressources, ce qui créerait un environnement plus propice aux activités du secteur privé. Cependant, des faiblesses en matière de gouvernance persistent dans les pays de la CEMAC, notamment en termes d'état de droit et de lutte de la corruption, comme le montrent les Indicateurs mondiaux de gouvernance de la Banque mondiale. Bon nombre des pays de la CEMAC se situent dans le tercile³ inférieur de leurs groupes de revenus respectifs, ce qui indique des défis plus importants en matière de gouvernance par rapport à leurs pairs et la nécessité d'améliorer la qualité institutionnelle.

Un secteur privé dynamique est un moteur de croissance à travers ses contributions à la création d'emplois, la production de biens et de services et la génération de revenus. Dans le contexte de la CEMAC, il est essentiel de renforcer le secteur privé pour parvenir à la diversification économique qui est autant souhaitée que nécessaire. Cependant, dans de nombreux pays de la CEMAC, la faiblesse de la gouvernance et des institutions, ainsi que des défis en termes de concurrence font que l'environnement des affaires est difficile. En revanche, la région CEMAC a eu une performance relativement bonne en termes d'afflux d'Investissements directs étrangers (IDE) reçus en 2022, ce qui constitue un levier important pour le secteur privé. Cependant, il existe de grandes disparités entre les pays. Bénéficiant d'investissements dans le pétrole et d'autres matières premières, la région a attiré des flux nets d'IDE équivalant à 3,8 pour cent du PIB en 2022, soit plus que l'UEMOA avec ses 3,0 pour cent et l'Afrique subsaharienne avec ses 1,5 pour cent en moyenne. Cependant, la plupart des pays de la CEMAC se situent dans le tercile moyen de leurs groupes de revenus respectifs, ce qui signifie qu'il y a plus d'effort à fournir pour créer un environnement plus propice aux affaires pour attirer les capitaux étrangers et faciliter les activités des entrepreneurs nationaux.

Dans tous les pays d'Afrique centrale, la promotion de la participation économique et de la création d'emplois constitue un défi social et économique majeur. La plupart des économies de la région dépendent fortement des industries extractives. Cependant, ces industries créent moins d'emplois que les secteurs à plus forte intensité de main-d'œuvre. Environ 47 pour cent de la main-d'œuvre de la région est employée dans le secteur agricole dans lequel la productivité et les revenus sont plus faibles, ce qui fait que la création de richesse reste insuffisante. Par ailleurs, la part des emplois dans l'industrie et les services a progressivement augmenté par rapport à l'agriculture, ce qui pourrait être un premier signe d'un changement structurel. Conformément à cette tendance, de nombreux pays de la CEMAC connaissent une diminution de la contribution de l'agriculture au PIB au profit d'une augmentation de celle de l'industrie.⁴ Par contre, la région fait toujours face aux défis d'assurer la sécurité alimentaire et d'accroître la production agricole. De plus, une grande partie de la population dépend d'emplois informels pour gagner leur vie. En moyenne, 90 pour cent des emplois sont dans l'informel au Cameroun, au Tchad et au Congo, une situation qui empêche les travailleurs d'accéder au crédit, aux prestations de protection sociale et aux droits du travail. Pour éviter les risques que poserait une éventuelle crise sociale liée au manque de participation économique et transformer ces risques en des opportunités, les gouvernements de la région pourraient promouvoir des investissements ciblés axés sur la promotion de l'entrepreneuriat et des compétences professionnelles adaptées aux besoins du marché, ainsi que d'autres mesures visant à stimuler la croissance et la diversification économique.

³ Le tercile, indiqué dans le tableau 2 (en bas), fait référence à la position du pays par rapport à d'autres pays de la même catégorie de revenus. Si le pays se trouve dans le tercile supérieur, cela signifie que, pour un indicateur économique donné, il fait partie des pays ayant les meilleurs indicateurs de son groupe. Des explications supplémentaires sont fournies dans le tableau 2.

⁴ Entre 2020 et 2022, l'emploi dans l'industrie est passé de 15,1 à 15,5 pour cent (du total des emplois) au Cameroun et de 9,1 à 9,6 pour cent au Tchad. L'emploi dans les services est passé de 41,5 à 42,4 pour cent au Cameroun, de 45,0 à 45,6 pour cent au Congo et de 30,8 à 31,4 pour cent en Guinée équatoriale.

Le renforcement du capital humain, à travers des politiques visant à une main-d'œuvre en bonne santé et qualifiée, est une condition essentielle pour une croissance plus durable et plus inclusive.

Les résultats en matière de capital humain dans la CEMAC, notamment en ce qui concerne l'éducation et la santé, ne se sont pas améliorés de manière significative au cours de la dernière décennie et restent en moyenne faibles.⁵ Un enfant né aujourd'hui dans la région CEMAC n'aura une productivité qui ne sera que de 37 pour cent de la productivité qu'il aurait eue s'il avait bénéficié d'une éducation complète et de soins de santé complets. Ce taux de productivité est de 40 pour cent en Afrique subsaharienne. Les dépenses d'éducation dans la région, qui représentent en moyenne 2,3 pour cent du PIB, sont inférieures à celles de l'Afrique subsaharienne (4,1 pour cent du PIB). La deuxième phase (2021-2025) du Programme de réformes économiques et financières de la CEMAC (PREF-CEMAC II) a intégré le capital humain comme un domaine prioritaire. Il est nécessaire d'investir davantage et d'améliorer la qualité des dépenses dans l'éducation et la santé, ainsi que de développer des systèmes de protection sociale adaptatifs et réactifs aux chocs pour mieux protéger les personnes vulnérables et renforcer le capital humain, l'inclusion sociale et l'égalité des sexes.

L'amélioration de la qualité et de l'accès aux infrastructures de base restent essentiels pour stimuler le commerce et l'activité économique dans la CEMAC. De graves déficits d'infrastructures persistent dans la région alors que la plupart des pays membres sont confrontés à de sérieux défis en ce qui concerne l'élargissement de l'accès à l'électricité et l'amélioration de la performance en matière de processus douaniers, de ports et de réglementation commerciale. Les pays de la CEMAC sont classés au 109^e rang en moyenne à l'Indice de performance logistique de la Banque mondiale en 2023, indice qui compare la logistique commerciale dans 139 pays. Il

est inquiétant de constater que la performance du Cameroun, la plus grande économie de la région, est en baisse. En termes de classement, le pays est passé du 95^e rang sur 160 pays en 2018 au 134^e en 2023. Pour développer leurs activités, améliorer la circulation des personnes et des marchandises dans la région et au-delà et créer davantage d'emplois, les entreprises ont besoin d'un approvisionnement en électricité stable et abordable. Elles ont également besoin de réseaux routiers et ferroviaires fiables et de ports efficaces. Il n'est pas possible de parvenir à une croissance durable et une diversification économique sans des investissements plus solides et des dépenses plus efficaces consacrées au développement, à la modernisation et à l'entretien du capital physique de la CEMAC.

L'économie numérique offre des opportunités transformatives en termes de productivité, de croissance, de diversification économique et de création d'emplois. Cependant, la région CEMAC fait face à plusieurs défis, notamment l'accès et le coût de la connectivité et de faiblesses en termes de compétences numériques, d'infrastructure, de réglementations et de politiques de concurrence. Bien que l'utilisation d'Internet ait augmenté dans la CEMAC, elle reste inférieure à la moyenne de 36 pour cent en Afrique subsaharienne dans de nombreux pays de la région, y compris la République centrafricaine et le Tchad, où seulement 10,6 pour cent et 17,8 pour cent de la population utilisent Internet, respectivement. Le prix de la connectivité mobile à large bande uniquement de données est supérieur à l'objectif mondial de 2 pour cent du Revenu national brut (RNB) par habitant dans tous les pays de la CEMAC à l'exception du Gabon. La réduction des coûts de connectivité dans la région, l'amélioration des politiques de concurrence et de l'environnement réglementaire numérique

⁵ De légères améliorations de l'Indice de capital humain (ICH) sont constatées pour le Cameroun, le Tchad et la République du Congo pour lesquels on dispose de données pour 2010 et 2020 : L'ICH y est passé de 0,36 en 2010 à 0,37 en 2020, en moyenne. Les données ne sont pas disponibles pour la Guinée équatoriale.

et le développement des infrastructures et des compétences numériques contribueraient à améliorer l'adoption de la technologie numérique, stimulant ainsi la croissance et l'emploi.

Le changement climatique constitue un autre défi de développement majeur pour la région CEMAC qui est très vulnérable aux chocs climatiques et aux catastrophes naturelles, mais dont les pays figurent parmi les moins bien préparés à faire face à ces chocs. En particulier, le Tchad (185^e économie sur 185) et la République centrafricaine (184^e) se classent au bas de l'indice Notre Dame (ND-GAIN) qui reflète la vulnérabilité d'un pays au changement climatique ainsi que son degré de préparation à améliorer sa résilience. Comparé à celui des pairs de leur groupe de revenus, l'indice ND-GAIN des pays de la CEMAC se situe dans le tercile inférieur (Tableau 2), soulignant davantage la nécessité d'une stratégie régionale d'adaptation au changement climatique. L'adaptation au changement climatique et l'atténuation du changement climatique exigeraient des réformes politiques fortes ainsi que le renforcement des institutions et des capacités. De plus, des financements considérables, avec la participation du secteur privé, seraient nécessaires pour apporter une réponse au défi du changement climatique. Par exemple, près de 4,4 milliards USD seront nécessaires dans plusieurs secteurs pour que la République du Congo puisse honorer ses Contributions déterminées au niveau national (CDN) pour 2030.⁶

L'accélération de la mise en œuvre des réformes en cours dans le cadre du PREF-CEMAC II contribuerait à apporter une réponse à certains des grands défis de développement de la région.

Le PREF-CEMAC II repose sur cinq piliers, à savoir (i) la politique budgétaire, (ii) la politique monétaire et le système financier, (iii) les réformes structurelles, (iv) l'intégration régionale et (v) la

coopération internationale. Le premier pilier, axé sur l'amélioration de la politique budgétaire, vise à améliorer la mobilisation des recettes non pétrolières, à renforcer les capacités des administrations fiscales et à améliorer la qualité et l'efficacité des dépenses publiques. L'adoption des réformes structurelles prévues et en cours contribuerait à renforcer la diversification économique et à stimuler le développement du secteur privé, à améliorer le climat des affaires dans la région et à développer des formes alternatives de financement. Le renforcement de l'intégration régionale exige la modernisation des infrastructures en appui à la production, au commerce et à la diversification économique. Les institutions de la CEMAC et les États membres ont progressé dans la mise en œuvre du programme de réformes, notamment avec l'élaboration d'une stratégie régionale d'inclusion financière, d'un projet de politique industrielle régionale et des politiques qui contribuent à l'amélioration de la productivité et à l'expansion des industries locales (textile, agro-industrie, bois et construction). Onze projets d'intégration prioritaires de la CEMAC définis dans le cadre du PREF-CEMAC II, couvrant entre autres les corridors de transport régionaux, la production d'énergie et l'interconnexion en matière d'énergie, le capital humain et la diversification économique, devraient à terme contribuer à renforcer les échanges, à accroître l'offre d'une énergie stable, à améliorer la connectivité via la fibre optique, et à permettre la mise en place de centres d'excellence pour le renforcement des capacités humaines. Le dernier rapport de suivi du programme montre que 59 pour cent des actions prévues avaient été mises en œuvre à la fin du troisième trimestre 2023, contre 56 pour cent au premier trimestre 2023 et 42 pour cent au troisième trimestre 2022.

⁶ Les contributions déterminées au niveau national sont des engagements pris par les membres de l'Accord de Paris dans le cadre d'un plan d'action visant à atténuer le changement climatique et à s'y adapter.

Tableau 2. Indicateurs de développement dans la CEMAC

LÉGENDE

(1)	Tendance des indicateurs de 2020 à 2022 : ^a	↑	En augmentation	=	Stable	↓	En baisse
(2)	Position dans le groupe de revenus : ^b	TS	Tercile supérieur	TM	Tercile moyen	TI	Tercile inférieur

(a) Le tableau montre l'évolution de la valeur des indicateurs sur une période de trois ans de 2020 à 2022, à l'exception de l'indice ND-GAIN et l'indice de performance logistique, pour lesquels les données sont présentées dans différentes années. La valeur peut augmenter, baisser ou rester stable.

(b) De plus, pour chaque indicateur structurel, la position du pays dans son groupe de revenus est établie sur la base de la valeur de son indicateur 2022. Le pays peut appartenir au tercile supérieur (pays avec des scores plus élevés dans le groupe de revenu), au tercile moyen (pays avec des scores moyens dans le groupe de revenu) ou au tercile inférieur (pays avec des scores plus faibles dans le groupe de revenu).

Remarque : Les cellules vides dans le tableau signifient qu'il n'y pas eu suffisamment de données disponibles pour évaluer la tendance ou établir à quel tercile le pays appartient.

Indicateurs structurels	Revenu intermédiaire de la tranche supérieure				Revenu intermédiaire de la tranche inférieure				Faible revenu			
	Gabon		Guinée Équatoriale		Cameroun		Congo		RCA		Tchad	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
SECTEUR PRIVÉ												
Investissement direct étranger, entrées nettes (% du PIB)	↓	TM	↓	TM	=	TM	↓	TI	=	TI	↑	TS
Industrie (y compris bâtiment et travaux publics), valeur ajoutée (% du PIB)	↑	TS	↑	TS	↑	TM	↑	TS	=	TM	↑	TS
Services, valeur ajoutée (% du PIB)	↓	TI	↓	TI	↓	TM	↓	TI	=	TM	↓	TI
Agriculture, foresterie et pêche, valeur ajoutée (% du PIB)	↓	TM	↓	TI	=	TM	↓	TI	↑	TM	↓	TM
INFRASTRUCTURES												
Formation brute de capital fixe (% du PIB)	↓	TI		TI	=	TI	↑	TI	↓	TI	↓	TM
Accès à l'électricité (% de la population) ^c	=	TI	=	TI	=	TI	↑	TM	↑	TI	↑	TI
Indice de performance logistique de la BM. Rang : Sur 139 pays ^d	↑	TI			↓	TI	↓	TM	=	TI		TS
CAPITAL HUMAIN ET NUMÉRISATION												
Dépenses publiques en matière d'éducation, total (% du PIB)	↓	TI	↑	TI	↓	TM	↓	TM	↓	TI	↑	TM
Production par heure de travail (PIB constant en USD internationaux de 2017 en PPA)	↓	TS	↓	TM	↓	TI	↓	TI	↓	TI	↓	TI
Utilisateurs d'Internet (% de la population)	↑	TI	↑	TI	↑	TM			↑	TI	↑	TM

Indicateurs structurels	Revenu intermédiaire de la tranche supérieure				Revenu intermédiaire de la tranche inférieure				Faible revenu			
	Gabon		Guinée Équatoriale		Cameroun		Congo		RCA		Tchad	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
CHANGEMENT CLIMATIQUE												
Indice ND-GAIN sur la vulnérabilité et la préparation au changement climatique ^c	=	TI	↓	TI	↑	TI	=	TI	=	TI	=	TI
EMPLOI												
Emploi dans l'agriculture (% de l'emploi total)	=	TS	=	TS	↓	TS	↓	TM	=	TS	↓	TS
Emploi dans l'industrie (% de l'emploi total)	↑	TI	↑	TI	↑	TM	↑	TM	↑	TI	↑	TM
Emploi dans les services (% de l'emploi total)	↑	TM	↑	TI	↑	TM	↑	TM	↑	TI	↑	TI
GOVERNANCE												
Classement par centile parmi tous les pays (classement allant de 0 (le plus bas) à 100 (le plus élevé))												
Capacité à se faire entendre et redevabilité	↑	TI	↑	TI	=	TI	↑	TI	=	TM	↓	TI
Stabilité politique et absence de violence / terrorisme	↑	TM	↑	TM	↑	TI	↑	TS	=	TI	↓	TM
Efficacité du gouvernement	↑	TI	↓	TI	↑	TI	↓	TI	↓	TI	↑	TM
Qualité des réglementations	↑	TI	↑	TI	=	TI	=	TI	=	TI	↑	TM
État de droit	↓	TI	↓	TI	↑	TI	↑	TI	↓	TI	↑	TM
Lutte contre la corruption	↓	TI	↓	TI	=	TI	↑	TI	↓	TI	↓	TI
<p>(c) Les informations rapportées sur l'accès à l'électricité et l'indice de GAIN-ND ont trait à 2021, 2020 et 2019. La valeur de 2021 est utilisée pour placer les pays dans un tercile au sein de son groupe de revenus.</p> <p>(d) Les informations rapportées l'indice de performance logistique (IPL) de la BM ont trait à 2023, 2018 et 2016. La valeur de 2023 est utilisée pour placer les pays dans un tercile au sein de son groupe de revenus.</p>												



SECTION

2—

Evolution récente et perspectives économiques par pays⁷

⁷ Cette section est basée sur les Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté de la Banque mondiale réalisées lors des Assemblées annuelles de 2024 pour les six pays de la CEMAC. Ces publications offrent un aperçu des développements récents, des prévisions des principales variables macroéconomiques et de la pauvreté au cours de la période 2024-2026, et présentent une discussion des défis critiques à la croissance économique, à la stabilité macroéconomique et à la réduction de la pauvreté dans chaque pays. Les Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté pour les 147 pays couverts sont publiés deux fois par an pour les Assemblées de printemps et annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Les publications pour l'Afrique subsaharienne peuvent être consultées à travers le lien suivant : https://www.worldbank.org/en/publication/macro-poverty-outlook/mpo_ssa.

Cameroun

Tableau 1	2023
Population, millions	28,8
PIB, milliards USD courants	48,2
PIB par habitant, USD courants	1 646,1
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD) ^a	23,0
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD) ^a	46,7
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD) ^a	76,0
Coefficient de Gini ^a	42,2
Taux de scolarisation, primaire (% brut) ^b	110,7
Espérance de vie à la naissance, années ^b	60,3
Émissions totales de GES (mtCO ₂ e)	134,6

Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté, et données officielles.

(a) Valeur la plus récente (2021), PPA de 2017.

(b) WDI pour la scolarisation (2022) ; Espérance de vie (2021).

La croissance réelle du Cameroun s'est ralentie, passant de 3,6 pour cent en 2022 à 3,3 pour cent en 2023. La réduction de la pauvreté reste lente, avec 23,0 pour cent de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté international de 2,15 USD en PPA par personne par jour. Un assainissement budgétaire soutenu a permis de maintenir le déficit à l'équivalent de 0,8 pour cent du PIB en 2023. Malgré des perspectives favorables à moyen terme, les risques à venir comprennent la volatilité des cours des matières premières et la persistance de la crise sécuritaire dans certaines régions. La faible croissance par habitant, combinée au niveau élevé des prix des produits alimentaires et de l'énergie, pourrait aggraver la pauvreté.

Contexte et défis

Le Cameroun est la plus grande économie de la région de la CEMAC, représentant 45 pour cent du PIB de la région et 63 pour cent des réserves de change régionales en 2023. Il s'agit également de l'économie la plus diversifiée de la région. Cependant, le secteur pétrolier continue de représenter l'équivalent de 2,2 pour cent du PIB et 18,4 pour cent des recettes fiscales, ce qui fait que le pays reste vulnérable aux chocs des cours du pétrole. Les pressions dues à l'endettement du Cameroun se sont intensifiées, appelant à des politiques budgétaires prudentes et à une meilleure gestion de la dette.

Le modèle de développement actuel ne semble pas en mesure de répondre à l'ambition du Cameroun de devenir un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici à 2035, étant donné que les institutions de gouvernance se sont détériorées, le capital humain reste faible et l'environnement des affaires est défavorable, dans un contexte où la menace du changement climatique prend de l'ampleur. Le paysage de l'emploi fait ressortir des tendances inquiétantes, notamment en ce qui concerne les jeunes, avec la moitié de la population en âge de travailler qui est soit au chômage, soit désengagée du monde du travail. Le secteur informel, qui représente plus de 85 pour cent de l'emploi total, est en train de se réorienter de l'agriculture vers des activités informelles urbaines, appelant à un développement urbain. La productivité, notamment celle du secteur agricole, est à la traîne par rapport à celle de pays similaires, à cause du coût élevé des intrants, du manque de financement et de la sous-utilisation des technologies innovantes.

Le Cameroun n'a pas réussi à réduire l'extrême pauvreté au cours des deux dernières décennies. Les données de l'enquête auprès des ménages collectées en 2021/22 indiquent que 23,0 pour cent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté extrême international de 2,15 USD en PPA par personne par jour. Le taux d'extrême pauvreté est resté au même niveau depuis 2001, baissant de seulement 0,9 point de pourcentage entre 2014 et 2021. La population vivant dans la pauvreté extrême a augmenté de plus de 2 millions en nombre depuis 2001 et dépasse désormais les 6 millions. Les inégalités restent fortes, avec un coefficient de Gini de 42,2 en ce qui concerne la consommation, indiquant de grandes disparités de niveau de vie entre les régions et les milieux urbain et rural. En outre, la fragilité est prévalente, 6 des 10 régions du Cameroun étant affectées par des conflits, y compris les retombées des conflits sévissant dans les pays voisins. Le changement climatique menace également les perspectives de réduction de la pauvreté du Cameroun, compte tenu de la dépendance du pays envers les ressources naturelles comme le montre le fait que 4 travailleurs sur 10 ont l'agriculture comme activité principale.

Évolution récente

La reprise économique du Cameroun s'est ralentie en 2023, le PIB réel augmentant de 3,3 pour cent, contre 3,6 pour cent en 2022. Une performance économique plus faible a été observée dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire dans un contexte d'assainissement budgétaire, d'inflation domestique plus élevée et de multiples sources de fragilité, y compris des conflits dans certaines régions du pays. Alors que le secteur des services a continué à soutenir la croissance économique en 2023, tout comme au cours des trois dernières décennies, la croissance du secteur a ralenti par rapport à 2022 en raison de la baisse des activités du secteur des transports à la suite de l'augmentation des prix des carburants à la pompe en février 2023. L'inflation a augmenté à 7,4 pour cent à la fin de l'année 2023, contre 6,3 pour cent en 2022, principalement en raison de la hausse des prix intérieurs du carburant, malgré le resserrement des politiques monétaires et le fléchissement de l'inflation mondiale. Malgré l'amélioration de la balance des services et des revenus, le solde du compte courant s'est légèrement détérioré, atteignant l'équivalent de 3,6 pour cent du PIB alors qu'elle s'élevait auparavant à 3,5 pour cent. Cette détérioration est due à l'aggravation du déficit commercial provoquée par la baisse des exportations de pétrole et de gaz.

Les efforts d'assainissement budgétaire menés en 2023 ont réduit le déficit budgétaire à l'équivalent de 0,8 pour cent du PIB, contre 1,1 pour cent en 2022, réduction qui a été soutenue par la réduction des subventions aux carburants, une baisse des dépenses d'investissement et une amélioration du recouvrement des impôts. La dette publique a baissé pour atteindre l'équivalent de 41,9 pour cent du PIB en 2023, contre 45,3 pour cent en 2022. Néanmoins, le Cameroun est resté exposé à un risque élevé de surendettement, bien que ses niveaux d'endettement soient viables.

En 2023, la Banque des États d'Afrique Centrale (BEAC) a maintenu une politique monétaire restrictive pour contenir l'inflation et soutenir le régime de change. Bien que le système bancaire camerounais soit resté solide, il subsiste des vulnérabilités, notamment un ratio de prêts non performants de 15,3 pour cent en 2023 et une forte exposition aux obligations souveraines.

La réduction progressive des subventions aux carburants libèrera un espace budgétaire supplémentaire pour les dépenses en faveur des pauvres, mais pourrait entraîner des pressions inflationnistes sur le court terme. Les impacts correspondants seront atténués par les incitations fiscales en faveur de l'agriculture et le relèvement du salaire minimum, même si l'effet de cette dernière mesure sur la réduction de la pauvreté pourrait être faible en raison de la forte prévalence de l'emploi informel.

Perspectives

La croissance du PIB réel du Cameroun à moyen terme, projetée à 4,0 pour cent en 2024 et à 4,5 pour cent en moyenne en 2025-2027, serait tirée par l'amélioration de l'approvisionnement en énergie et par un programme solide d'investissement public.

La mise en service du barrage hydroélectrique de Nachtigal et l'achèvement des lignes de transmission depuis la centrale électrique de Memve'ele à la fin de 2023 fourniront 420 MW supplémentaires pour atténuer les pénuries d'approvisionnement en énergie et stimuler les activités dans le secteur manufacturier. En outre, le secteur de la construction bénéficierait directement de l'important programme d'investissement public prévu à moyen terme, avec un effet d'entraînement prévu sur les autres secteurs de l'économie.

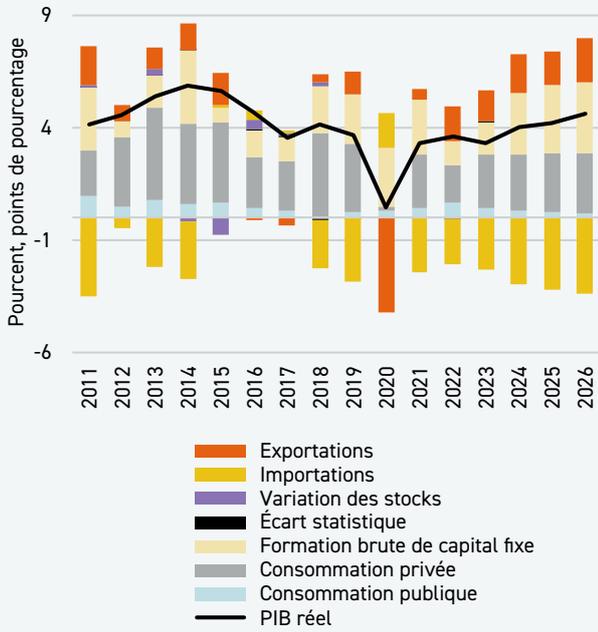
Le déficit du solde du compte courant devrait se réduire progressivement sur le moyen terme, grâce au maintien des cours des matières premières à un niveau élevé, à l'essor du GNL en 2025 et aux efforts d'exportation du gouvernement. Sur le moyen terme, l'inflation devrait baisser de 7,0 pour cent en 2024 à 4,9 pour cent d'ici 2026, soutenue par la modération de l'inflation des prix à l'importation, l'amélioration de la production industrielle induite par un meilleur approvisionnement en énergie et le resserrement de la politique monétaire de la BEAC.

D'après les projections, le déficit budgétaire devrait rester inférieur à 1 pour cent du PIB, soutenu par des mesures visant à accroître les recettes et à graduellement réduire les dépenses courantes, en particulier les subventions aux carburants. Ces mesures devraient compenser l'augmentation prévue des dépenses d'investissement qui sont nécessaires pour accélérer les projets d'investissement. Les projections indiquent que la dette publique devrait diminuer pour atteindre l'équivalent de 35,5 pour cent du PIB d'ici à 2026, tirée par une meilleure gestion de la dette.

Cependant, la faiblesse de la croissance par habitant pourrait exacerber la pauvreté : le taux de pauvreté au seuil international de 2,15 USD en PPA par personne par jour devrait atteindre 25,0 pour cent d'ici à 2026 selon les projections, ce qui voudrait dire qu'environ 8 millions de Camerounais seraient dans la pauvreté. En outre, selon les projections, les prix des produits alimentaires devraient augmenter plus rapidement que ceux des autres biens. En réaffectant les économies budgétaires réalisées à partir de la réduction des subventions aux carburants à des dépenses productives, y compris des investissements dans les programmes sociaux et le capital humain, il serait possible d'apporter des appuis aux pauvres et aux vulnérables sur le court terme. Toutefois, pour réduire la pauvreté de façon durable, il faudra accélérer une croissance économique qui crée davantage d'emplois.

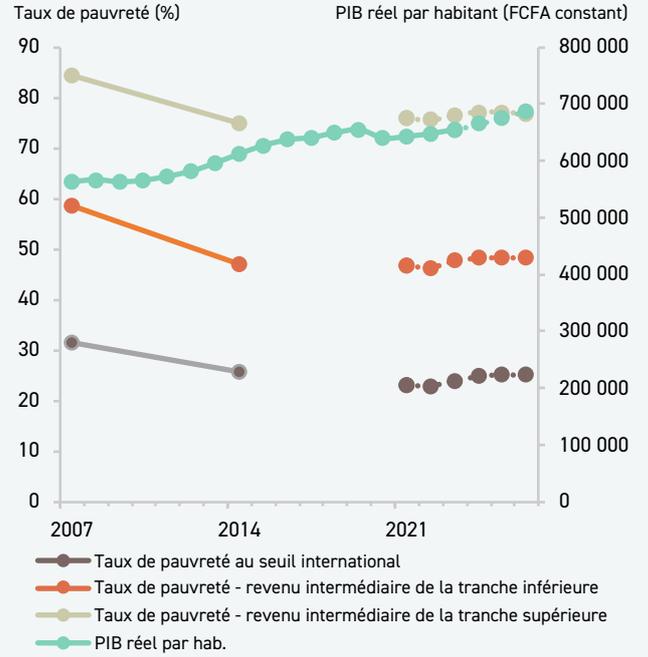
Les perspectives sont soumises à des risques tels que la volatilité des cours des matières premières, les crises sécuritaires en cours dans certaines régions, l'incertitude de l'appui budgétaire provenant des bailleurs extérieurs, les fluctuations des taux de change qui ont un impact sur la dette et les subventions aux carburants, ainsi qu'une plus grande fréquence des catastrophes en rapport au climat.

Figure 1 / Cameroun: Croissance du PIB réel et contributions à la croissance du PIB réel



Source : Banque mondiale.

Figure 2 / Cameroun: Taux de pauvreté réel et projeté et PIB réel par habitant



Source : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.



Tableau 2 / Cameroun: Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

(variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)

	2021	2022	2023 e	2024 p	2025 p	2026 p
Croissance du PIB réel à des prix du marché constants	3,3	3,6	3,3	4,0	4,2	4,6
Consommation privée	3,5	3,6	1,7	2,4	2,5	2,6
Consommation publique	3,4	5,1	0,2	0,5	0,6	0,0
Formation brute de capital fixe	7,9	3,2	5,1	8,4	9,0	9,1
Exportations, biens et services	3,2	10,1	10,1	10,0	9,9	9,9
Importations, biens et services	9,0	7,3	7,8	9,7	9,9	10,0
Croissance du PIB réel à des prix des facteurs constants	3,3	3,6	3,3	4,0	4,2	4,6
Agriculture	4,1	4,3	4,7	5,0	5,6	5,6
Industrie	4,1	4,2	4,5	4,8	5,4	5,4
Services	2,7	3,1	3,5	3,9	3,8	3,9
Inflation (indice des prix à la consommation)	2,5	6,3	7,4	7,0	5,7	4,9
Solde du compte courant (% du PIB)	-3,8	-3,5	-3,6	-3,3	-3,4	-3,0
Solde budgétaire (% du PIB)	-2,9	-1,1	-0,8	-0,7	-0,8	-0,7
Recettes (% du PIB)	14,2	15,9	16,0	16,1	16,1	16,3
Dettes (% du PIB)	47,3	45,3	41,9	40,1	38,8	35,5
Solde primaire (% du PIB)	-1,9	-0,3	0,2	0,2	0,0	0,0
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)^{a,b}	23,0	22,9	23,9	24,8	25,2	25,0
Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)^{a,b}	46,7	46,3	47,7	48,3	48,4	48,4
Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)^{a,b}	76,0	75,6	76,5	77,0	77,0	76,7
Croissance des émissions de GES (mtCO₂e)	1,8	1,4	1,5	1,5	1,8	1,7
Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)	7,3	7,4	7,6	7,8	8,1	8,4

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise Pauvreté et équité, et Macroéconomie, Commerce et Investissement. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision. Les données sur la pauvreté sont exprimées en PPA de 2017, contrairement aux éditions précédentes qui étaient exprimées en PPA de 2011, entraînant des changements majeurs. Voir pip.worldbank.org

(a) Calculs basés sur l'ECAM-V de 2021. Données réelles : 2021. Prévision immédiate : 2022-2023. Les prévisions concernent la période de 2024 à 2026.

(b) Projection utilisant la méthodologie de micro-simulation.

République Centrafricaine

Tableau 1	2023
Population, millions	5,7
PIB, milliards USD courants	2,6
PIB par habitant, USD courants	460,3
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD) ^a	65,7
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD) ^a	85,8
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD) ^a	96,2
Coefficient de Gini ^a	43,0
Taux de scolarisation, primaire (% brut) ^b	110,7
Espérance de vie à la naissance, années ^b	53,9
Émissions totales de GES (mtCO2e)	55,9

Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté, et données officielles.

(a) Valeur la plus récente (2021), PPA de 2017.

(b) WDI pour la scolarisation (2017) ; Espérance de vie (2021).

Selon les estimations, la croissance économique a atteint 0,9 pour cent en 2023, contre 0,5 pour cent en 2022. Les vulnérabilités structurelles de la RCA, aggravées par les chocs extérieurs, continuent de mettre les finances publiques à rude épreuve et de nuire à la croissance, à la sécurité alimentaire et aux efforts de réduction de la pauvreté, appelant à des réformes macro-budgétaires audacieuses. En 2023, les deux tiers de la population vivaient dans la pauvreté extrême, avec des projections indiquant qu'une augmentation d'un point de pourcentage se produira au cours des deux prochaines années à cause d'une croissance par habitant négative.

Contexte et défis

Depuis 2020, les vulnérabilités macroéconomiques et budgétaires de la RCA ont été exacerbées par une série de chocs exogènes (regain de l'insécurité et de la violence, pandémie de COVID-19 et invasion de l'Ukraine par la Russie). Ces chocs ont mis à rude épreuve les finances publiques, augmenté les pressions inflationnistes, ont compromis la sécurité alimentaire et ont ralenti les efforts de réduction de la pauvreté. En outre, les chocs climatiques, notamment les sécheresses et les inondations, continuent de poser des menaces pour une situation humanitaire déjà alarmante, en particulier dans les zones enclavées. Au 31 décembre 2023, le nombre total de personnes déplacées internes (PDI) était estimé à 511 803, alors qu'environ 754 421 personnes étaient enregistrées comme réfugiés dans les pays voisins.

Le secteur privé continue de se heurter à des conditions peu attrayantes pour la conduite des affaires et des coûts d'emprunt élevés. Les opportunités d'emploi restent très peu nombreuses, alors que la main-d'œuvre augmente. Il sera essentiel pour les autorités nationales de soutenir les efforts qu'elles mènent pour promouvoir une croissance plus inclusive et plus résiliente. Ces efforts comprennent l'amélioration de l'environnement des affaires et de la gouvernance des entreprises publiques de manière à attirer les investissements privés, l'amélioration de la mobilisation de recettes en vue de restaurer la viabilité budgétaire et la rationalisation des subventions non ciblées afin de créer de l'espace pour des dépenses sociales plus importantes.

Évolution récente

La croissance économique était estimée à 0,9 pour cent en 2023, soit une légère augmentation par rapport aux 0,5 pour cent de 2022, et ce résultat tient à l'insuffisance de l'approvisionnement en carburant et du niveau très moyen de la performance agricole. Cette insuffisance de l'approvisionnement en carburant a contribué à la hausse des prix des transports et à la perturbation du commerce et de la production locale. La production de diamants, l'une des matières premières d'exportation les plus importantes du pays, a chuté de 6,7 pour cent entre 2022 et 2023 à la suite de la baisse de la demande internationale de diamants naturels induite par la forte hausse de la demande en diamants synthétiques. En revanche, la reconversion des mineurs artisanaux du secteur du diamant à celui de l'or et une hausse relative du cours de l'or ont contribué à stimuler la production d'or. La production officielle de bois d'œuvre et de bois scié aurait augmenté en 2023, tirée par l'amélioration des conditions sécuritaires, la signature de contrats avec des partenaires bilatéraux clés, et un léger rebond des cours internationaux des grumes et du bois scié. Les coupures d'électricité à répétition ont continué à freiner le secteur industriel, tandis que le secteur des services a souffert de la hausse des prix des transports. Malgré la hausse des coûts des transports, l'inflation a chuté de 5,6 pour cent en 2022 à 3,0 pour cent en 2023, son niveau le plus bas depuis 2021.

Les fortes contraintes budgétaires induites par le manque de croissance et les prix élevés des transports ont réduit le pouvoir d'achat des ménages, ont aggravé l'insécurité alimentaire et ont ralenti les efforts de réduction de la pauvreté. La pauvreté reste généralisée, avec environ 65,9 pour cent de la population vivant dans la pauvreté extrême en 2023 (c'est-à-dire en dessous du seuil de pauvreté international de 2,15 USD par personne et par jour, PPA 2017). Le taux de

pauvreté extrême devrait augmenter d'un point de pourcentage au cours des deux prochaines années à cause d'une croissance par habitant négative.

La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a maintenu une politique monétaire restrictive en 2023, afin de contenir les pressions inflationnistes et appuyer la viabilité extérieure du régime de change. Le taux directeur de la BEAC a été maintenu à 5 pour cent après une augmentation cumulée de 175 points de base entre novembre 2021 et mars 2023. Les injections de liquidités hebdomadaires ont pris fin au début de l'année 2023 et la BEAC a intensifié ses opérations d'absorption de liquidités. Les indicateurs de solidité financière de la RCA restent globalement adéquats, bien que le ratio des prêts non performants se soit détérioré et se soit établi à 16,4 pour cent en 2023, contre 15,5 pour cent en 2022.

Malgré des améliorations continues en 2022, le solde budgétaire global est resté structurellement déficitaire. Les pénuries de carburant au cours du dernier trimestre 2023 ont entraîné une baisse des recettes fiscales recouvrées sur le pétrole et ont freiné les récents efforts de recouvrement fiscal. Les efforts de mobilisation des recettes intérieures (MRI), notamment la mise en œuvre de la nouvelle taxe sur les communications électroniques, combinés à la modération des dépenses courantes et à l'augmentation du financement sur dons extérieurs, ont permis de réduire les soldes budgétaires globaux en 2023. La dette publique a augmenté pour atteindre l'équivalent de 55,7 pour cent du PIB en 2023, prenant la forme d'émissions d'obligations intérieures nettes. En 2023, la dette intérieure devrait atteindre l'équivalent de 21 pour cent du PIB, selon les estimations. Les rendements sur trois ans des obligations émises ont oscillé autour de 11 pour cent, un des pourcentages les plus élevés de la CEMAC.

Le déficit du solde du compte courant s'est amélioré pour atteindre l'équivalent de 9 pour cent du PIB en 2023, principalement grâce à une amélioration de 14,4 pour cent des termes de l'échange. Toutefois, le manque de compétitivité, associé aux chocs des cours des matières premières et à la faiblesse des liens avec les chaînes de valeur mondiales, a continué de peser sur la position extérieure.

Perspectives

En termes de perspectives à moyen terme, la performance économique devrait s'améliorer graduellement mais est vulnérable aux vents contraires. D'après les projections, la croissance du PIB réel devrait se redresser petit à petit pour atteindre 1,3 pour cent en 2024, avant de s'établir à une moyenne de 1,8 pour cent en 2025-2026, en partie à cause de l'effet de base et sous réserve du deuxième décaissement de l'appui budgétaire de la Banque africaine de développement (BAD) et de la mise en œuvre des ajustements politiques visant à ouvrir la voie à un meilleur approvisionnement en carburant. L'inflation devrait dépasser le plafond régional en 2024 et rester élevée sur le moyen terme. Le niveau de pauvreté devrait rester élevé à cause du déclin des revenus par habitant, du niveau relativement élevé des prix des produits alimentaires et de la faiblesse de la reprise économique.

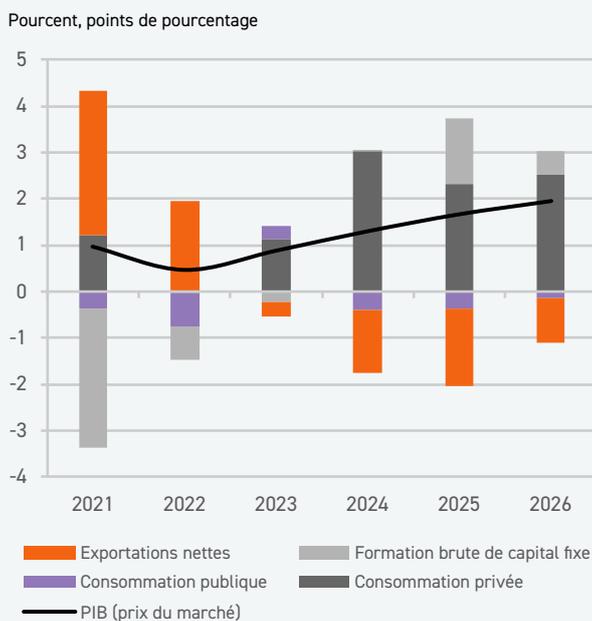
Le solde budgétaire global devrait s'améliorer progressivement de 2024 à 2026, à condition que les efforts de comptabilisation et de gestion de la dette se poursuivent, notamment en

ce qui concerne l'amélioration du recouvrement des impôts et taxes, en particulier la TVA, et de diverses recettes à travers un système de compte unique du Trésor (CUT). Dans ces circonstances, les recettes intérieures pourraient, pour la première fois, retrouver leur niveau d'avant-guerre en 2026. D'après les projections, le pays devrait rester exposé à un risque élevé de surendettement extérieur et de surendettement global, même si la dette publique devrait rester viable.

De même, le solde du compte courant devrait s'améliorer mais rester significativement déficitaire. La balance des paiements devrait afficher un déficit de financement équivalant à environ 1 pour cent du PIB par an sur le moyen terme, déficit qui serait couvert par un financement-relais provenant du marché régional, de décaissements d'appui budgétaire éventuels provenant des bailleurs, et de décaissements au titre du programme FEC en cours du FMI.

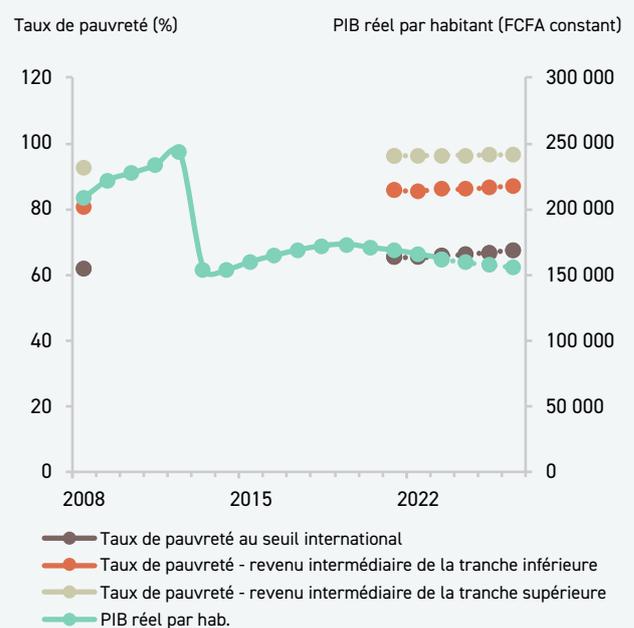
Les risques pesant sur les perspectives restent baissiers et comprennent : (i) une inversion des acquis en matière de sécurité qui pourrait compromettre la croissance économique et la sortie de la fragilité ; (ii) la persistance des pressions sur les prix des produits alimentaires et des transports qui pourraient ralentir les efforts de réduction de la pauvreté ; (iii) l'incapacité à mettre en œuvre les réformes politiques audacieuses et convenues dans le cadre du programme FEC, qui pourrait retarder les décaissements attendus, freiner l'appétit des bailleurs à accorder un appui budgétaire et conduire à une éventuelle accumulation d'arriérés.

Figure 1 / République centrafricaine : Croissance du PIB réel et contributions à la croissance du PIB réel



Source : Banque mondiale.

Figure 2 / République centrafricaine : Taux de pauvreté réel et projeté et PIB réel par habitant



Source : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.

Tableau 2 / République Centrafricaine : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

(variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)

	2021	2022	2023 e	2024 p	2025 p	2026 p
Croissance du PIB réel à des prix du marché constants	1,0	0,5	0,9	1,3	1,7	1,9
Consommation privée	1,3	0,0	1,2	3,3	2,5	2,7
Consommation publique	-3,8	-8,2	3,5	-4,5	-4,4	-1,9
Formation brute de capital fixe	-15,9	-4,5	-1,5	0,2	9,8	3,2
Exportations, biens et services	-5,3	2,6	9,0	5,2	9,0	5,4
Importations, biens et services	-11,5	-5,5	5,5	7,3	9,9	5,5
Croissance du PIB réel à des prix des facteurs constants	1,5	1,0	0,9	1,3	1,7	1,9
Agriculture	2,7	2,2	2,3	2,5	2,9	3,1
Industrie	-1,7	-3,9	-0,5	1,3	1,8	2,1
Services	2,2	2,4	0,5	0,3	0,6	0,9
Inflation (indice des prix à la consommation)	4,3	5,6	3,0	4,7	4,6	3,8
Solde du compte courant (% du PIB)	-11,1	-12,7	-9,0	-7,7	-6,7	-5,4
Solde budgétaire (% du PIB)	-6,0	-5,3	-3,5	-3,1	-1,8	0,1
Recettes (% du PIB)	13,7	12,3	14,4	13,9	16,1	18,2
Dettes (% du PIB)	48,6	54,2	55,7	55,6	54,5	50,7
Solde primaire (% du PIB)	-5,7	-4,9	-2,9	-2,2	-0,9	0,9
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)^{a,b}	65,7	65,3	65,9	66,2	66,8	67,3
Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)^{a,b}	85,8	85,6	86,2	86,1	86,7	87,1
Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)^{a,b}	96,2	96,1	96,4	96,4	96,5	96,7
Croissance des émissions de GES (mtCO₂e)	0,6	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0
Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise Pauvreté et équité, et Macroéconomie, Commerce et Investissement. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision. Les données sur la pauvreté sont exprimées en PPA de 2017, contrairement aux éditions précédentes qui étaient exprimées en PPA de 2011, entraînant des changements majeurs. Voir pip.worldbank.org

(a) Calculs basés sur 2021-EHCVM. Données réelles : 2021. Prévision immédiate : 2022-2023. Les prévisions concernent la période de 2024 à 2026.

(b) Projection utilisant la méthodologie de micro-simulation.

Tchad

Tableau 1	2022
Population, millions	18,3
PIB, milliards USD courants	13,2
PIB par habitant, USD courants	722,4
Taux de pauvreté au seuil international (1,9 USD) ^a	30,8
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 USD) ^a	62,8
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure 5,55 USD) ^a	88,8
Coefficient de Gini ^a	37,4
Taux de scolarisation, primaire (% brut) ^b	90,4
Espérance de vie à la naissance, années ^b	52,5
Émissions totales de GES (mtCO ₂ e)	121,1

Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté, et données officielles.

(a) La donnée la plus récente Ecosit 4 (2018/2019), 2011 PPA.

(b) WDI pour la scolarisation (2017) ; Espérance de vie (2021).

L'économie du Tchad s'est avérée résiliente malgré la guerre qui sévit au Soudan voisin. Le taux de croissance de son PIB en 2023 est estimé à 4,1 pour cent (1 pour cent par habitant), soutenu par une plus grande production pétrolière et des investissements publics. L'amélioration de la production agricole a ramené l'inflation à 4,1 pour cent. Bien que le taux de pauvreté ait baissé, 5,5 millions de personnes vivent toujours dans la pauvreté extrême. Les facteurs de risque baissier comprennent l'incertitude liée à la transition politique, l'instabilité régionale, l'insécurité et les chocs climatiques.

Contexte et défis

La croissance économique du Tchad a été volatile et faible, reflétant le manque de diversification économique du pays et sa dépendance envers le secteur pétrolier qui représente environ 85 pour cent de ses exportations et 56 pour cent de ses recettes fiscales. Le Tchad fait également partie des pays les plus vulnérables au changement climatique. Le secteur agricole, principal secteur d'emploi, a souvent été victime des effets négatifs de l'insuffisance des pluies, ainsi que des inondations fréquentes qui, conjuguées aux conflits et aux déplacements, ont conduit à une insécurité alimentaire chronique.

La situation sécuritaire reste précaire avec les menaces d'activité de Boko Haram dans la région du lac Tchad, la rébellion armée du FACT dans le nord et l'escalade des tensions intercommunautaires. Selon le Haut-Commissariat aux Réfugiés, à la fin de l'année 2022, le Tchad comptait sur son sol près de 1 million de déplacés involontaires, dont 593 000 réfugiés et près de 400 000 personnes déplacées internes. Depuis le 15 avril 2023, la guerre au Soudan a provoqué un afflux massif de réfugiés soudanais et de rapatriés tchadiens dans l'est du Tchad. Le nombre de nouveaux arrivants était estimé à environ 496 834 à la fin du mois de décembre 2023. Outre les défis humanitaires, la guerre au Soudan a induit une augmentation des dépenses (essentiellement militaires) et une pénurie de biens.

Évolution récente

Malgré la crise humanitaire en cours, déclenchée par la guerre au Soudan, l'économie du Tchad est en passe d'enregistrer sa performance la plus forte, quoiqu'encore modeste, depuis 2014, avec un taux de croissance du PIB estimé à 4,1 pour cent (1 pour cent par habitant) en 2023. Cette croissance est soutenue par la production pétrolière, qui devrait augmenter de 4,4 pour cent. D'après les estimations, le PIB non pétrolier devrait croître de 4,1 pour cent (contre 2 pour cent l'année précédente), sous l'impulsion des investissements publics. Après s'être redressé des effets des inondations de 2022, le secteur agricole devrait contribuer à la croissance à hauteur de 1,6 point de pourcentage (ppt), suivi par les secteurs des services (1,4 ppt) et de l'industrie (1 ppt). L'investissement, qui essentiellement d'origine publique, est le principal moteur de croissance du côté de la demande, contribuant à la croissance à hauteur de 7 ppt. En revanche, l'investissement privé devrait chuter face à la hausse des taux d'intérêt et aux effets d'éviction. L'essor des investissements publics (+195,9 pour cent) a entraîné une forte augmentation de la demande intérieure (+9,5 pour cent). Cette forte augmentation, combinée aux autres importations destinées aux opérations humanitaires en faveur des réfugiés soudanais, ont à leur tour entraîné une augmentation des importations les à un niveau de loin supérieur aux exportations (importations +16 pour cent contre exportations +2,9 pour cent), ce qui a entraîné un déficit du solde du compte courant équivalant à 2,4 pour cent du PIB en 2023.

L'inflation est retombée à 4,1 pour cent en 2023, sous l'effet de base d'une forte inflation en 2022 et de la décélération de l'inflation alimentaire (4,8 pour cent) entraînée par l'amélioration de la production agricole. L'insécurité alimentaire demeure un problème significatif malgré ces améliorations, avec environ 2,1 millions de personnes (soit 11,5 pour cent de la population) en situation d'insécurité alimentaire sévère en décembre 2023. Le taux de pauvreté extrême devrait diminuer de 1 point de pourcentage pour atteindre 29,9 pour cent en 2023 ; néanmoins, environ 30 pour cent de la population (5,5 millions de personnes) continuent de vivre dans la pauvreté extrême.

La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a maintenu sa politique monétaire restrictive en 2023 afin de contenir les pressions inflationnistes et appuyer la viabilité extérieure du régime de change. Le taux directeur de la BEAC a été maintenu à 5 pour cent après une augmentation cumulée de 175 points de base entre novembre 2021 et mars 2023.

Le Tchad a conservé un excédent budgétaire équivalant à 1,3 pour cent du PIB en 2023, soit l'équivalent d'un déficit budgétaire non pétrolier de 15,8 pour cent, et une baisse par rapport à l'excédent budgétaire équivalant à 5 pour cent du PIB en 2022. Malgré une forte croissance des recettes fiscales, soutenue par les mesures de numérisation de l'administration fiscale et un pic des recettes pétrolières, l'excédent budgétaire a diminué, reflétant la forte augmentation des investissements publics. D'après les estimations, le montant de la dette publique totale devrait retomber à l'équivalent de 44,8 pour cent du PIB en 2023, contre 47,4 pour cent en 2022.

Perspectives

En 2024, la croissance devrait ralentir à 2,7 pour cent (0,4 pour cent par habitant) à la suite d'une baisse attendue de la production pétrolière et d'une baisse attendue des investissements publics par rapport aux niveaux de 2023. Au cours de la période 2025-2026, le taux de croissance devrait atteindre, en moyenne, 3,1 pour cent (0,1 pour cent par habitant), à mesure que de nouveaux gisements de pétrole seront mis en service. D'après les projections, la croissance du PIB non pétrolier devrait atteindre environ 3,5 pour cent sur la période 2024-2026. Les mesures gouvernementales visant à lutter contre l'insécurité alimentaire devraient atténuer l'inflation alimentaire, les projections indiquant qu'elle retombera à 3,9 pour cent en 2024, avant de s'établir, en moyenne, à 3,3 pour cent sur la période 2025-2026.

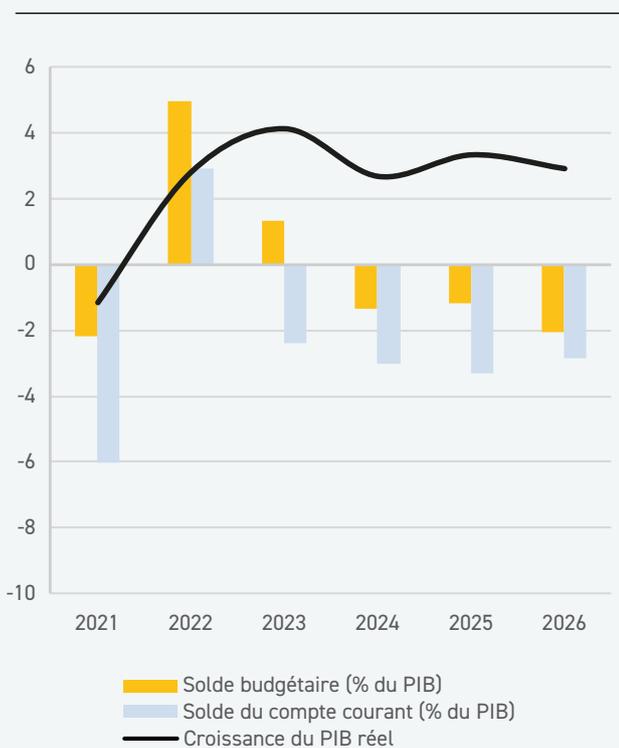
Étant donné qu'elle a peu de liens avec les populations pauvres et vulnérables, la croissance tirée par le secteur pétrolier ne devrait conduire à une réduction de la pauvreté que si elle est accompagnée de réformes structurelles significatives. De plus, le maintien des restrictions sécuritaires, la faible couverture en protection sociale et la crise en cours au Soudan limiteront la réduction de la pauvreté. Le taux de pauvreté extrême devrait augmenter de 0,5 point de pourcentage en 2024, ce qui veut dire qu'une

tranche supplémentaire 263 671 personnes tomberont dans la pauvreté extrême.

Reflétant la baisse des cours du pétrole et les niveaux toujours élevés des dépenses publiques, le solde budgétaire devrait devenir déficitaire, à hauteur de l'équivalent de 1,4 pour cent du PIB en 2024, et restera déficitaire jusqu'en 2026. Le ratio dette publique/PIB devrait retomber à 41,6 pour cent en 2025 et se stabiliser sur le moyen terme. Le déficit du solde du compte courant devrait encore se détériorer pour atteindre l'équivalent de 3 pour cent du PIB en 2024 et en moyenne 3,1 pour cent sur la période 2025-2026, tiré par la modération des cours du pétrole.

Ces perspectives sont sujettes à de multiples risques baissiers, y compris la baisse des cours du pétrole, l'instabilité politique lors des prochaines élections, une plus grande insécurité et les chocs climatiques. Un prolongement éventuel de la guerre au Soudan aggraverait la crise humanitaire, mettrait les finances publiques à rude épreuve et alourdirait les pressions inflationnistes. En outre, une escalade éventuelle des tensions entre le Tchad et le Soudan pourrait entraîner des problèmes de sécurité considérables.

Figure 1 / Tchad : Croissance du PIB, balance du compte courant et solde budgétaire



Source : Banque mondiale.

Figure 2 / Tchad : Taux de pauvreté réel et projeté et PIB réel par habitant



Source : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.

Tableau 2 / Tchad : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

(variation annuelle en pourcentage sauf indication contraire)

	2021	2022	2023 e	2024 p	2025 p	2026 p
Croissance du PIB réel à des prix du marché constants	-1,2	2,8	4,1	2,7	3,3	2,9
Consommation privée	1,6	2,7	1,9	3,6	3,2	2,3
Consommation publique	3,7	-1,5	1,1	0,4	3,0	3,1
Formation brute de capital fixe	-4,3	-6,1	62,8	-17,2	-2,1	-0,4
Exportations, biens et services	-0,4	5,0	2,9	3,8	4,1	4,2
Importations, biens et services	5,1	2,0	16,0	-3,1	2,0	2,1
Croissance du PIB réel à des prix des facteurs constants	-1,2	2,8	4,1	2,8	3,3	2,9
Agriculture	6,2	2,0	5,0	3,1	3,4	3,3
Industrie	-4,6	4,1	3,3	1,1	2,0	1,7
Services	-4,3	2,3	4,1	3,9	4,4	3,5
Inflation (indice des prix à la consommation)	1,0	5,8	4,1	3,9	3,6	3,0
Solde du compte courant (% du PIB)	-6,0	2,9	-2,4	-3,0	-3,3	-2,8
Solde budgétaire (% du PIB)	-2,2	5,0	1,3	-1,4	-1,2	-2,1
Recettes (% du PIB)	16,3	23,5	27,1	22,3	22,6	21,8
Dettes (% du PIB)	52,1	47,4	44,8	42,3	41,6	41,9
Solde primaire (% du PIB)	-0,6	6,5	3,0	-0,5	-0,3	-1,2
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)^{a,b}	-	30,8	29,9	30,4	30,8	30,9
Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)^{a,b}	-	62,8	61,6	62,4	62,9	63,1
Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)^{a,b}	-	88,8	87,8	88,4	88,7	88,7
Croissance des émissions de GES (mtCO₂e)	2,0	2,1	2,0	2,1	2,0	1,9
Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise Pauvreté et équité, et Macroéconomie, Commerce et Investissement. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision. Les données sur la pauvreté sont exprimées en PPA de 2017, contrairement aux éditions précédentes qui étaient exprimées en PPA de 2011, entraînant des changements majeurs. Voir pip.worldbank.org

(a) Calculs basés sur 2022-EHCVM. Données réelles : 2022. Prévision immédiate : 2023. Les prévisions concernent la période de 2024 à 2026.

(b) Projection utilisant la méthodologie de micro-simulation.

République du Congo

Tableau 1	2023
Population, millions	6,1
PIB, milliards USD courants	15,3
PIB par habitant, USD courants	2 506,0
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD) ^a	35,4
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD) ^a	59,1
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD) ^a	83,5
Coefficient de Gini ^a	48,9
Taux de scolarisation, primaire (% brut) ^b	87,7
Espérance de vie à la naissance, années ^b	63,5
Émissions totales de GES (mtCO2e)	34,2

Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté, et données officielles.

(a) Valeur la plus récente (2011), PPA de 2017.

(b) WDI pour la scolarisation (2018) ; Espérance de vie (2021).

Alors que l'économie du Congo se redresse petit à petit, la croissance est restée modeste, estimée à 1,9 pour cent en 2023, tirée par les activités non pétrolières. La réforme en cours des subventions aux carburants aide à maintenir les excédents budgétaires, toutefois, elle a également contribué à une augmentation temporaire de l'inflation, qui, d'après les projections, devrait revenir à la cible de 3,0 pour cent d'ici à 2025. Les perspectives de croissance, même si elles se sont améliorées, restent vulnérables à l'instabilité de la production pétrolière, à la volatilité des cours du pétrole, aux retards de mise en œuvre des réformes structurelles et aux conditions météorologiques défavorables.

Contexte et défis

Entre 2015 et 2023, la croissance annuelle moyenne du PIB réel de la République du Congo a été de -1,9 pour cent, tandis que son PIB par habitant s'est cumulativement contracté de 32,3 pour cent. L'effondrement des cours du pétrole entre 2014 et 2016 a plongé l'économie dans une longue période de récession, suite à une réduction massive des dépenses publiques et à l'accumulation d'arriérés intérieurs envers les entreprises du secteur privé qui ont eu un impact sur l'investissement privé. La crise liée à la COVID-19 a exacerbé la récession économique. Le PIB par habitant est désormais retombé à ses niveaux du début des années 1970, 10 ans seulement après l'accession à l'indépendance. La baisse des niveaux de revenu par habitant depuis 2015 a fait augmenter l'incidence de la pauvreté extrême (moins de 2,15 USD en PPA par jour) de 33,5 pour cent en 2015 à 46,6 pour cent en 2022.

À cause des niveaux élevés d'emprunts non concessionnels dans un contexte de dépendance envers des recettes pétrolières volatiles et des insuffisances en matière de gouvernance, le pays a été classé en situation de « surendettement » et sa dette a été jugée non viable en 2017, avec un ratio dette/PIB qui est passé de 42,3 pour cent en 2014 à 103,5 pour cent en 2020. La hausse des cours du pétrole, l'amélioration de la gestion de la dette et les accords de restructuration de la dette ont contribué à restaurer la viabilité de sa dette au second semestre 2021, mais le Congo reste en situation de surendettement à cause de la restructuration et de l'audit en cours des arriérés intérieurs, ainsi que de l'accumulation récurrente d'arriérés extérieurs temporaires.

La dépendance persistante envers les revenus pétroliers fait que l'économie est restée vulnérable à la volatilité des cours du pétrole et a affaibli les perspectives de croissance à long terme. Pour parvenir à un développement durable, le Congo doit, de toute urgence, déployer des efforts pour diversifier les actifs nationaux, en se concentrant sur le renforcement des institutions, le développement du capital humain et physique, et une exploitation plus équilibrée du capital naturel.

Évolution récente

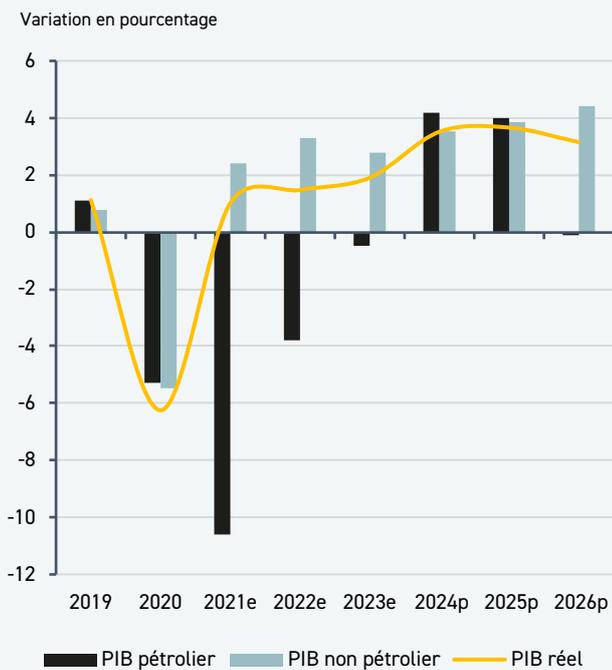
Tirée par le secteur non pétrolier, l'activité économique du Congo a augmenté de 1,9 pour cent en 2023, contre 1,5 pour cent en 2022, d'après les estimations. La croissance non pétrolière, estimée à 2,8 pour cent en 2023, avait une large base, stimulée par l'agriculture, l'industrie manufacturière (y compris les boissons, le sucre et le ciment) et les services (y compris la restauration et l'hôtellerie, les transports, et la poste et les communications électroniques). La performance du secteur pétrolier a, en revanche, été insuffisante, avec une production qui a baissé de 0,5 pour cent pour la quatrième année consécutive en 2023, à cause de défis techniques et de la maturation des champs pétroliers. Malgré une baisse des recettes pétrolières à la suite de la baisse des cours du pétrole et de la production pétrolière, le budget a été excédentaire en 2023. La discipline budgétaire et les réformes vigoureuses menées, telles que le relèvement de 30 pour cent des prix de détail des carburants depuis janvier 2023 et la nouvelle exigence de versement de dividendes par les entreprises publiques ont contribué à maintenir l'excédent budgétaire, estimé à 3,6 pour cent en 2023. La baisse des recettes d'exportation et l'augmentation

des importations ont réduit l'excédent du solde du compte courant à l'équivalent de 2,1 pour cent du PIB en 2023, d'après les estimations.

Le secteur bancaire reste solvable, mais la vulnérabilité aux prêts non performants (PNP) reste élevée. Les dépôts bancaires et les crédits au secteur privé étaient en hausse à la fin du mois d'août 2023 (en glissement annuel), et bien que le ratio prêts non performants / prêts bruts se soit amélioré à 17 pour cent à la fin du mois d'août 2023 (contre 19 pour cent un an auparavant), il reste élevé. La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a maintenu sa politique monétaire restrictive en 2023 afin de contenir les pressions inflationnistes et appuyer la viabilité extérieure du régime de change. Le taux directeur de la BEAC a été maintenu à 5 pour cent après une augmentation cumulée de 175 points de base entre novembre 2021 et mars 2023.

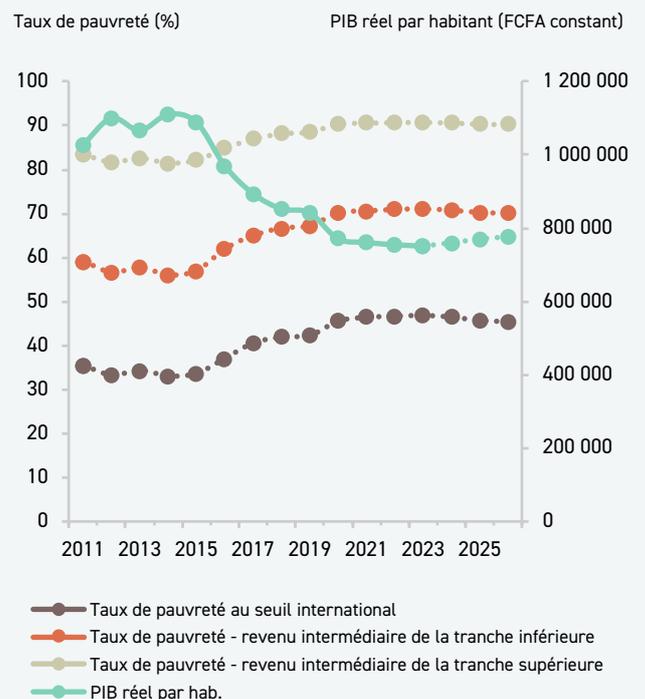
La croissance du PIB réel par habitant est restée négative en 2023 et l'incidence de la pauvreté a, par conséquent, légèrement augmenté pour atteindre 46,8 pour cent, d'après les estimations. L'ajustement des prix des carburants et l'augmentation de la demande intérieure ont fait grimper l'inflation à 4,3 pour cent en 2023. L'inflation alimentaire a ralenti en 2023 mais reste élevée à 4,3 pour cent, ce qui devrait continuer à affecter davantage les segments les plus pauvres de la population étant donné qu'ils consacrent généralement une part plus importante de leur budget familial à l'alimentation.

Figure 1 / République du Congo : Croissance du PIB réel



Source : Banque mondiale. Remarque : Le taux de croissance du PIB pétrolier en 2026 est projeté s'élever à -0,1.

Figure 2 / République du Congo : Taux de pauvreté réel et projeté et PIB réel par habitant



Source : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.

Perspectives

L'économie congolaise devrait continuer à se redresser progressivement. La croissance du PIB devrait atteindre 3,5 pour cent en 2024 et une moyenne de 3,4 pour cent sur la période 2025-26. La croissance du secteur pétrolier (qui devrait s'élever en moyenne à 2,7 pour cent sur la période 2024-2026) sera principalement tirée par l'augmentation des investissements des compagnies pétrolières, notamment dans la maintenance des actifs, et l'exploitation de nouveaux champs pétroliers. La croissance du secteur non pétrolier (qui devrait, en moyenne, atteindre 3,9 pour cent sur la période 2024-2026) sera stimulée par la croissance de l'agriculture, de l'industrie non pétrolière et des services, soutenue par la poursuite de l'apurement des arriérés du gouvernement, l'augmentation progressive des dépenses sociales et des investissements publics, et la mise en œuvre de réformes relatives à la gouvernance et à l'environnement des affaires. La croissance sera, en outre, soutenue par le développement du secteur gazier, avec la production commerciale et l'exportation de gaz naturel liquéfié prévues démarrer en 2024. L'inflation devrait ralentir à 3,8 pour cent en 2024 et revenir à l'objectif de 3,0 pour cent de la BEAC d'ici à 2025.

Le taux de pauvreté devrait légèrement diminuer pour atteindre 46,4 pour cent en 2024 et, en moyenne, 45,5 pour cent sur la période 2025-26, conformément à la croissance projetée du PIB par habitant. Le solde budgétaire devrait rester positif, alimenté par les prix cours du pétrole, l'augmentation de la production pétrolière, la commercialisation du gaz naturel, la réduction des subventions pétrolières directes aux entreprises publiques du secteur énergétique, et la discipline budgétaire. Même si les vulnérabilités en matière d'endettement restent élevées (avec un niveau élevé d'encours de la dette non concessionnelle et d'arriérés intérieurs), le ratio dette/PIB devraient baisser à 81 pour cent d'ici à 2026, grâce à une meilleure gestion de la dette et à une meilleure discipline budgétaire. Le solde du compte courant, actuellement excédentaire, devrait se détériorer pour devenir déficitaire d'ici à 2026, en raison de la baisse des recettes d'exportation de pétrole et de l'augmentation des importations destinées à soutenir l'investissement, y compris pour la croissance des activités économiques non pétrolières.

La reprise économique reste fragile, les risques étant orientés à la baisse. Ces risques comprennent la volatilité des cours mondiaux du pétrole et l'instabilité de la production pétrolière, la persistance de la forte inflation alimentaire ou des pénuries de pétrole raffiné au Congo sous l'effet d'entraînement de conflits sévissant ailleurs, une demande mondiale plus faible que prévu, un nouveau resserrement des conditions financières mondiales ou régionales, des conditions météorologiques défavorables et des retards de mise en œuvre des réformes structurelles.

Tableau 2 / République du Congo : Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2023 e	2022 e	2023 e	2024 p	2025 p	2026 p
Croissance du PIB réel à des prix du marché constants	1,0	1,5	1,9	3,5	3,7	3,2
Consommation privée	11,5	5,0	4,9	4,9	5,0	5,1
Consommation publique	2,1	-5,0	0,6	1,8	1,6	1,6
Formation brute de capital fixe	14,0	10,0	8,6	8,6	5,6	5,4
Exportations, biens et services	-1,0	-0,7	1,0	4,1	4,5	1,9
Importations, biens et services	25,0	5,9	8,9	8,5	7,0	5,0
Croissance du PIB réel à des prix des facteurs constants	1,0	1,5	1,9	3,5	3,7	3,2
Agriculture	1,9	3,0	2,8	3,2	3,4	3,7
Industrie	-3,3	-0,6	0,7	4,5	4,8	3,2
Services	2,0	3,1	2,9	3,1	3,2	3,4
Inflation (indice des prix à la consommation)	2,0	3,0	4,3	3,8	3,0	3,0
Solde du compte courant (% du PIB)	8,9	18,7	2,1	1,5	0,4	-0,7
Entrée nette d'investissements directs étrangers (% du PIB)	0,3	0,5	4,1	4,5	4,7	4,8
Solde budgétaire (% du PIB)	1,2	7,9	3,6	3,9	3,2	3,1
Recettes (% du PIB)	21,1	28,6	24,3	25,5	25,2	24,8
Dette (% du PIB)	92,1	86,6	96,0	91,3	85,9	81,0
Solde primaire (% du PIB)	3,1	10,2	6,4	6,6	5,8	5,7
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)^{a,b}	46,4	46,6	46,8	46,4	45,6	45,4
Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)^{a,b}	70,6	70,9	71,0	70,7	70,2	70,1
Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)^{a,b}	90,6	90,7	90,8	90,6	90,4	90,3
Croissance des émissions de GES (mtCO2e)	3,2	3,2	3,3	3,4	3,4	3,3
Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)	14,0	14,7	14,8	15,1	15,4	15,2

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise Pauvreté et équité, et Macroéconomie, Commerce et Investissement. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision. Les données sur la pauvreté sont exprimées en PPA de 2017, contrairement aux éditions précédentes qui étaient exprimées en PPA de 2011, entraînant des changements majeurs. Voir pip.worldbank.org

(a) Calculs basés sur 2011-ECOM. Données réelles : 2011. Prévision immédiate : 2012-2023. Les prévisions concernent la période de 2024 à 2026.

(b) Projections utilisant la distribution neutre (2011) avec répercussion = 0,87 (Med (0,87)) basée sur le PIB par habitant exprimé en unités de monnaie locale constantes.

Gabon

Tableau 1	2023
Population, millions	2,4
PIB, milliards USD courants	20,5
PIB par habitant, USD courants	8 414,1
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD) ^a	2,5
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD) ^a	8,1
Taux de pauvreté - revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD) ^a	31,2
Coefficient de Gini ^a	38,0
Taux de scolarisation, primaire (% brut) ^b	100,6
Espérance de vie à la naissance, années ^b	65,8
Emissions totales de GES (mtCO2e)	22,5

Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté, et données officielles.

(a) Valeur la plus récente (2011), PPA 2017.

(b) Valeur WDI la plus récente (2021).

L'économie du Gabon a enregistré une croissance de 2,3 pour cent en 2023 contre 3,0 pour cent en 2022, grâce à une production pétrolière soutenue. Après le changement de régime survenu en août 2023, un retour à l'ordre constitutionnel à l'issue de la période de deux ans prévue pour la transition serait essentiel pour éviter le risque de sanctions ainsi que les potentiels impacts négatifs y relatifs sur l'investissement et la croissance. Par ailleurs, des réformes substantielles restent nécessaires pour stimuler la croissance, réduire la pauvreté, restaurer la stabilité budgétaire et renforcer la gouvernance.

Contexte et défis

Malgré ses abondantes richesses naturelles, au cours des dernières décennies, la faiblesse et l'irrégularité de la croissance du Gabon combinée avec la faible diversification de l'économie ont conduit à des niveaux de chômage élevés et à une pauvreté persistante dans le pays. Le mécontentement social face aux insuffisances en matière de gouvernance et aux soupçons de fraude électorale a contribué à créer les conditions favorables pour le coup d'état qui s'est produit au mois d'août 2023. Un gouvernement de transition a été rapidement mis en place, ainsi qu'un plan de deux ans pour le retour à un gouvernement élu. Le 9 mars 2024, soit après six mois de sanctions, le Gabon a été réintégré au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

Les attentes du public à l'égard de la transition sont élevées, ce qui renforce les pressions sur les dépenses sociales et sur l'obtention de résultats rapides. Au cours des derniers mois, les autorités de la transition ont repris les recrutements dans la fonction publique, élargi les subventions aux carburants à la compagnie nationale en charge de la production d'électricité (S.E.E.G.) et ont rétabli les bourses d'études pour les élèves de l'enseignement secondaire. Ces décisions induisent un coût budgétaire non négligeable pour le pays dans un contexte où l'accès aux financements extérieurs est plus limité. Bien que des efforts soient actuellement déployés pour mobiliser davantage de recettes domestiques, la dépendance aux recettes pétrolières volatiles ainsi que le contexte actuel, dans lequel les conditions de financement sont plus strictes, exposent le budget de l'Etat à des risques importants. Pour assurer la viabilité budgétaire du pays, il serait donc essentiel de calibrer les pressions sur les dépenses par rapport à des objectifs réalistes de mobilisation des recettes domestiques et extérieures.

La période de transition politique pourrait représenter une opportunité pour le Gabon de relancer la dynamique de réformes et d'adopter des mesures qui permettraient d'améliorer la gestion des ressources publiques, ainsi que la gouvernance des finances publiques. La promotion de l'accès au crédit et de l'entrepreneuriat, ainsi que le renforcement de l'aide sociale apportée aux plus vulnérables seraient également essentiels à l'accélération de la croissance et à une plus grande inclusivité économique. Ces objectifs ont été intégrés dans le Plan National de Développement pour la Transition (PNDT), le nouveau plan de développement du pays actuellement en cours de préparation. Ce plan présente un ambitieux programme d'investissements ciblant des domaines-clés tels que les routes, l'énergie, la santé et l'éducation. Néanmoins, il sera important pour les Autorités de bien prioriser les investissements prévus afin de garantir la faisabilité et la viabilité budgétaire du PNDT. Mettre un accent plus important sur la création d'emplois sera également crucial pour parvenir à une croissance plus inclusive et réduire la pression exercée par la masse salariale sur les comptes publics. Pour garantir la réussite de la mise en œuvre du PNDT, une bonne coordination entre les agences et administrations publiques concernées, ainsi qu'une amélioration de la gestion des investissements publics sont également nécessaires.

Evolution récente

Selon les estimations de la Banque mondiale, l'économie gabonaise a enregistré une croissance de 2,3 pour cent en 2023, contre 3,0 pour cent en 2022. La contraction de la croissance

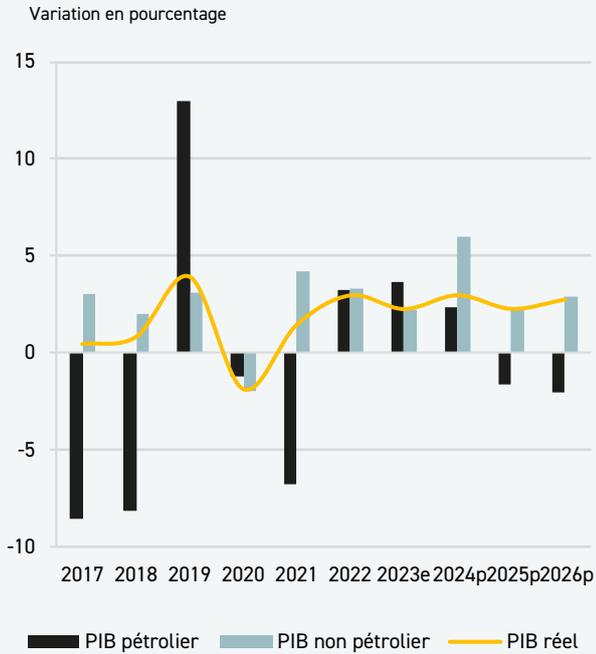
s'explique essentiellement par une baisse de la production de bois et de manganèse, dans un contexte de coûts élevés du carburant et de perturbations de la circulation ferroviaire causées par des glissements de terrain. La production pétrolière a, quant à elle, augmenté de 3,7 pour cent, alimentée par l'exploitation de nouveaux champs pétrolifères, l'assouplissement des restrictions de l'OPEP+ et une demande mondiale soutenue. Du côté de la demande, la croissance a notamment été tirée par les investissements publics, les investissements du secteur pétrolier et par les exportations pétrolières et agricoles.

Les investissements précédemment réalisés pour l'optimisation de la production des champs pétroliers existants ainsi que l'expansion de la production minière et de bois ont conduit à d'importants excédents commerciaux, compensant en partie le niveau élevé des importations dû en grande partie à la forte dépendance du pays aux importations alimentaires. En 2023, malgré l'augmentation des volumes d'exportations de pétrole, d'huile de palme et de caoutchouc, la baisse des cours du pétrole, combinée avec l'appréciation du dollar américain et la diminution des productions forestière et minière ont entraîné une diminution des exportations. Dans le même temps, les importations sont restées stables. Aussi, bien que restant élevé, l'excédent du compte courant a diminué pour atteindre 28,7 pour cent du PIB en 2023 selon les estimations de la Banque mondiale.

Le déficit budgétaire a légèrement augmenté en 2023 pour atteindre 1,0 pour cent du PIB selon les estimations de la banque mondiale. De façon globale, les recettes publiques ont bénéficié de la hausse des recettes non pétrolières et notamment de la réduction des dépenses fiscales. Les dépenses publiques, quant à elles, ont augmenté du fait de l'organisation des élections, de l'accélération des travaux publics et du règlement des arriérés domestiques effectué à la fin de l'année 2023. La baisse des cours du pétrole et la suppression des subventions aux carburants pour les consommateurs industriels ont néanmoins réduit le coût budgétaire des subventions aux produits pétroliers. Alors que le pays poursuit les efforts pour éviter de nouvelles accumulations d'arriérés, les arriérés extérieurs accumulés à fin 2023 étaient estimés à 123 milliards de FCFA (soit 1,0 pour cent du PIB). La dette publique s'est élevée à 70,5 pour cent du PIB en 2023, dont 57,4 pour cent au titre de l'encours de la dette intérieure et extérieure, auxquels s'ajoutent d'autres composantes telles que les arriérés sur la TVA et sur les salaires, les instances de paiement au Trésor et les bons du Trésor.

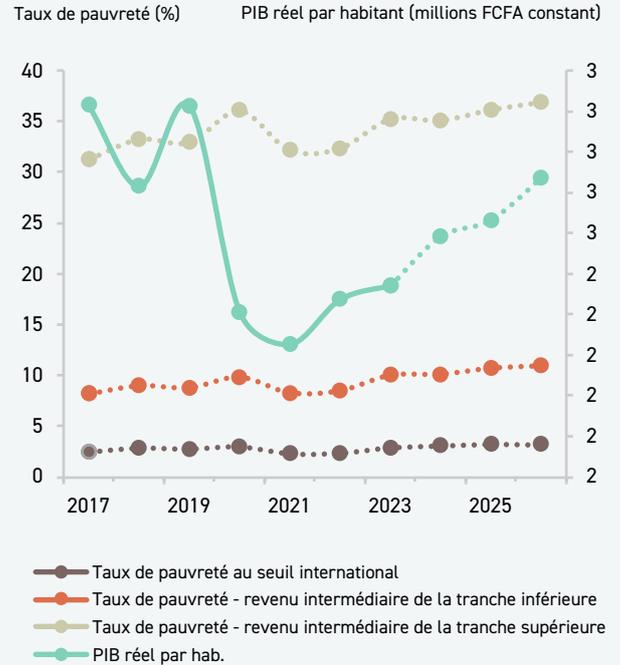
La Banque des États de l'Afrique Centrale (B.E.A.C.) a maintenu une politique monétaire restrictive, conservant le taux directeur à 5,0 pour cent. Le taux directeur a augmenté de 175 points de base entre fin 2021 et mars 2023. Dans le même temps, le volume des crédits distribués au secteur privé a augmenté de 14,2 pour cent en septembre 2023 (en glissement annuel), tiré par les secteurs du pétrole et des travaux publics. Le taux d'inflation est passé de 5,2 pour cent en janvier 2023 à 2,7 pour cent en octobre de la même année alors que dans le même temps, le taux d'inflation des produits alimentaires s'est situé à 4,7 pour cent. Bien que les exonérations fiscales et le plafonnement des prix sur certains produits alimentaires de base ont été élargis pour contenir la hausse du coût de la vie, les ménages restent significativement affectés par la hausse de la cherté de la vie dans le pays. Sachant que dans le même temps la croissance économique par habitant a été statique, ces différentes dynamiques se sont traduites par une augmentation du taux de pauvreté estimé à 35,2 pour cent en 2023.

Figure 1 / Gabon : Croissance du PIB réel, du PIB réel pétrolier et du PIB réel non pétrolier



Sources : Données officielles du gouvernement et calculs des services de la Banque mondiale

Figure 2 / Gabon : Taux de pauvreté réels et projetés, et PIB réel par habitant



Sources : Banque mondiale. Remarque : voir le Tableau 2.

Perspectives

La reprise économique devrait se poursuivre au Gabon, mais les risques sont cependant plus élevés du fait des événements politiques récents. Selon les prévisions de la Banque mondiale, la croissance du Gabon devrait atteindre 2,7 pour cent en moyenne entre 2024 et 2026. La croissance devrait principalement provenir des secteurs non pétroliers, notamment de l'exploitation de nouveaux gisements de fer et de manganèse, d'une plus grande production de bois et de la mise en exploitation de nouvelles industries de palmier à huile, de biodiesel et de gaz. La production de pétrole, quant à elle, devrait diminuer progressivement à partir de 2025 à mesure que les champs pétroliers arrivent à maturité. La récente annonce de la découverte de nouvelles réserves de pétrole et d'autres projets d'exploration à venir pourraient néanmoins inverser ce scénario.

Les importations en termes réels devraient augmenter sur le moyen terme, tirées par les projets d'infrastructures et les investissements privés. Alors que les exportations de pétrole devraient diminuer graduellement à partir de 2025, les Autorités ont pour objectif de dynamiser les investissements de manière à stimuler les exportations d'autres matières premières, notamment pour ce qui est du manganèse, du fer et du bois. Les excédents du compte courant resteraient donc élevés, soutenus par d'importantes exportations de matières premières.

La baisse de la production et des cours du pétrole affecterait les recettes budgétaires. Par ailleurs, la hausse de la masse salariale, le développement de grands projets d'infrastructures et l'augmentation des mesures d'aide sociale devraient exacerber les pressions sur les dépenses publiques, ce qui se traduirait par des déficits budgétaires sur la période 2024-2026 (soit en moyenne 4,9 pour cent du PIB, avec des déficits primaires non pétroliers en moyenne à hauteur de 12,0 pour cent du PIB non pétrolier). Les soldes primaires deviendraient ainsi négatifs, ce qui entraînerait une hausse de la dette publique. En l'absence de mesures fortes d'ajustement budgétaire, ces pressions pourraient conduire à une situation budgétaire ainsi qu'à un niveau d'endettement non viables.

L'inflation au Gabon resterait inférieure au critère de convergence régional de 3,0 pour cent. Cependant, le taux de pauvreté devrait augmenter à 36,9 pour cent d'ici 2026 étant donné le niveau élevé du taux de chômage, le volume limité d'activités génératrices de revenus et l'insuffisance des programmes de protection sociale. Cette situation est exacerbée par le fait que l'économie gabonaise reste encore largement dominée par les industries extractives à forte intensité de capital qui ne créent pas suffisamment d'emplois et ne permettent pas une répartition suffisamment équitable des revenus.

Parmi les risques baissiers, il est important de souligner ceux relatifs à tout choc sur les cours des matières premières, à la concurrence exercée par le pétrole russe sur les marchés asiatiques, au resserrement des conditions de financement et aux impacts de l'intensification de la guerre en Ukraine ou du conflit au Moyen-Orient. Les défis en termes de maîtrise des dépenses résultant de la hausse de la pression sociale ou encore de l'acquisition de nouvelles entreprises publiques pourraient conduire à une forte augmentation des déficits budgétaires et de la dette publique. Bien que les sanctions de la CEEAC aient été levées, un éventuel retard dans la sortie de la période de transition politique pourrait déclencher d'autres sanctions économiques sur le Gabon, affectant ainsi l'accès du pays aux marchés financiers régionaux. Aussi, l'importance et la priorité données au calendrier politique dans la période de transition pourraient limiter la capacité des Autorités à adopter les réformes nécessaires à l'amélioration de la gouvernance dans le pays, à l'accélération de la transition vers une croissance basée sur l'emploi et à la réduction de la pauvreté.

Tableau 2 / Gabon: Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2021	2022	2023 e	2024 p	2025 p	2026 p
Croissance du PIB réel à des prix du marché constants	1,5	3,0	2,3	3,0	2,3	2,8
Consommation privée	-1,4	-0,3	3,2	5,6	2,3	4,7
Consommation publique	3,2	3,8	-1,5	-4,9	1,8	-4,8
Formation brute de capital fixe	9,2	8,3	-0,5	2,4	3,8	2,4
Exportations, biens et services	-2,0	6,9	1,4	5,5	5,3	4,2
Importations, biens et services	3,5	8,3	-0,9	4,1	5,7	3,2
Croissance du PIB réel à des prix des facteurs constants	2,9	3,3	2,3	3,0	2,3	2,8
Agriculture	11,2	9,4	2,1	3,6	5,5	6,6
Industrie	3,2	3,2	3,5	2,2	0,0	4,2
Services	1,4	2,4	1,5	3,3	3,1	1,1
Inflation (indice des prix à la consommation)	1,1	4,3	3,7	2,4	2,3	2,2
Solde du compte courant (% du PIB)	30,1	35,2	28,7	29,2	28,8	28,4
Entrées nettes d'investissements directs étrangers (% du PIB)	2,1	4,6	5,5	5,4	5,0	5,4
Solde budgétaire (% du PIB)	-1,8	-0,8	-1,0	-3,8	-5,9	-5,0
Recettes (% du PIB)	14,7	20,4	22,9	20,0	18,8	18,1
Dette (% du PIB)	65,8	55,3	70,5	73,7	79,1	81,8
Solde primaire (% du PIB)	0,9	1,7	1,9	-0,7	-2,8	-1,7
Taux de pauvreté au seuil international (2,15 USD en PPA de 2017)^{a,b}	2,3	2,4	2,9	3,1	3,2	3,2
Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,65 USD en PPA de 2017)^{a,b}	8,2	8,5	10,0	10,1	10,7	10,9
Taux de pauvreté au seuil des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (6,85 USD en PPA de 2017)^{a,b}	32,1	32,3	35,2	35,1	36,1	36,9
Croissance des émissions de GES (mtCO2e)	4,5	2,5	-0,7	-0,2	0,1	0,8
Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)	15,9	16,0	14,9	13,8	12,8	12,1

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise Pauvreté et équité, et Macroéconomie, Commerce et Investissement. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision. Les données sur la pauvreté sont exprimées en PPA de 2017, contre en PPA de 2011 dans les éditions précédentes - entraînant des changements majeurs. Voir pip.worldbank.org

(a) Calculs basés sur 2017-EGEP. Données réelles : 2017. Prévision immédiate : 2018-2023. Les prévisions sont pour la période de 2024 à 2026.

(b) Projection utilisant la méthodologie de microsimulation.

Guinée Équatoriale

Tableau 1	2023
Population, millions	1,7
PIB, milliards USD courants	12,1
PIB par habitant, USD courants	7 051,5
Taux de scolarisation, primaire (% brut) ^a	51,2
Espérance de vie à la naissance, années ^a	60,6
Emissions totales de GES (mtCO2e)	16,6

Source : Indicateurs du développement dans le monde (WDI), Analyses des perspectives macroéconomiques et de la pauvreté, et données officielles.

(a) WDI pour la scolarisation (2019) ; Espérance de vie (2021).

L'économie de la Guinée équatoriale s'est contractée d'environ 5,8 pour cent en 2023, principalement à cause de la diminution de sa production d'hydrocarbures. Les soldes budgétaire et extérieur se sont détériorés à cause de la baisse des recettes d'exportations pétrolières. Selon les projections, l'économie devrait rester en récession à moyen terme. Les risques pesant sur les perspectives sont baissiers et comprennent une baisse plus prononcée que prévu de la production et des cours du pétrole, un resserrement prolongé des conditions financières mondiales, la perturbation des échanges dans le monde et une baisse de la demande des principaux partenaires d'exportation.

Contexte et défis

En raison de la diminution des réserves pétrolières et de la baisse de l'investissement, l'économie de la Guinée équatoriale, dépendante au pétrole, s'est contractée pendant plus d'une décennie. Entre 2013 et 2023, le pays a enregistré une croissance moyenne négative de 4,2 pour cent par an. Le revenu national brut (RNB) par habitant est en baisse, se situant à 5 240 USD en 2022, soit 58 pour cent de moins que son niveau record de 2008. Des réformes structurelles sont nécessaires pour prévenir le déclin de l'économie à long terme en diversifiant les moteurs de croissance et en renforçant la viabilité budgétaire à travers des efforts de mobilisation des recettes intérieures et le renforcement de l'efficacité des dépenses publiques.

Ces dernières années, la Guinée équatoriale a adopté des réformes visant à améliorer la gouvernance et l'environnement des affaires. Celles-ci incluent l'adoption d'une loi de lutte contre la corruption en fin 2021, l'achèvement de l'audit des plus grandes sociétés publiques pétrolières et gazières, et la signature d'un décret instituant un compte unique du Trésor. Cependant, il persiste des lacunes dans la gouvernance des recettes tirées des industries extractives et dans l'environnement des affaires, ce qui entrave la capacité du pays à attirer des investissements et à créer des emplois pour réaliser une croissance durable et diversifiée.

Des mesures sont également à prendre pour une meilleure protection et l'inclusion des pauvres. Malgré le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure de la Guinée équatoriale, le niveau de vie y reste bas. Selon les estimations, l'espérance de vie à la naissance serait de 60,7 ans, ce qui est considérablement inférieur à la moyenne de 75 ans des pays du même groupe de revenu. Environ 40 pour cent des ménages ont connu au moins une journée sans électricité par mois. Le manque de données sur la pauvreté reste un défi pour une protection efficace des groupes vulnérables. Le rapport de la deuxième enquête nationale auprès des ménages, dont la publication est prévue en juin 2024, comblera les lacunes de connaissances sur la pauvreté et les inégalités, permettant ainsi de mettre en œuvre des politiques de protection sociale davantage fondées sur des données factuelles.

Evolution récente

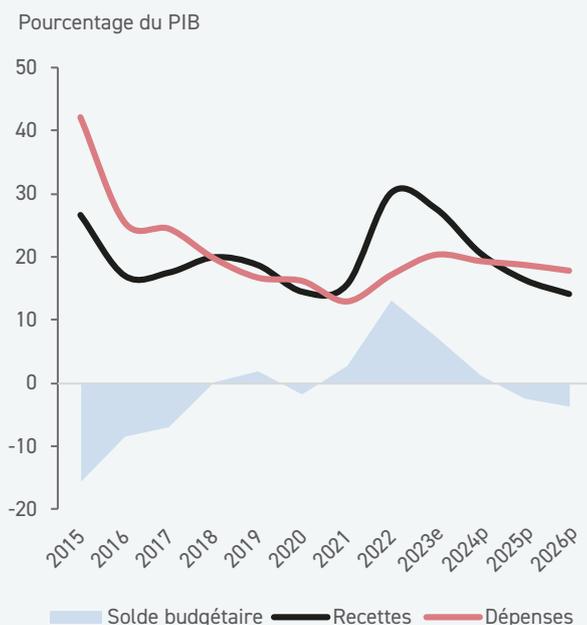
Après deux années de reprise, l'économie équatoguinéenne est retombée en récession avec un taux de croissance du PIB réel estimé à environ -5,8 pour cent en 2023 (contre environ 3,8 pour cent en 2022), en conséquence du déclin du secteur des hydrocarbures. La production d'hydrocarbures a baissé d'approximativement 19,0 pour cent en 2023 par rapport à 2022). La baisse de l'investissement a contribué à la contraction de la demande. Le déficit du compte courant s'est creusé à 1,6 pour cent du PIB (contre 1,0 pour cent du PIB en 2022) suite à la baisse des recettes d'exportation.

La baisse de la production et des cours du pétrole a entraîné une baisse de 74 pour cent des recettes pétrolières au troisième trimestre 2023 (en glissement annuel). Selon les estimations, l'excédent budgétaire global a chuté à 7,3 pour cent du PIB en 2023, contre 13,0 pour cent en 2022, tandis que le solde budgétaire non pétrolier en 2023 est tombé à 26,4 pour cent du PIB,

contre 21,3 pour cent en 2022. Le ratio dette/PIB a diminué en 2023. Sur la période de 2019 à 2023, 572,2 milliards FCFA (soit 9,5 pour cent du PIB) sur les 1 382,5 milliards FCFA d'encours d'arriérés ont été payés aux entreprises de construction : en août 2023, l'encours des arriérés intérieurs envers les entreprises de construction représentait 7,9 pour cent du PIB. Les niveaux élevés de prêts non performants - 32 pour cent du total des prêts au quatrième trimestre 2023 - représentent une source de vulnérabilité pour le secteur bancaire.

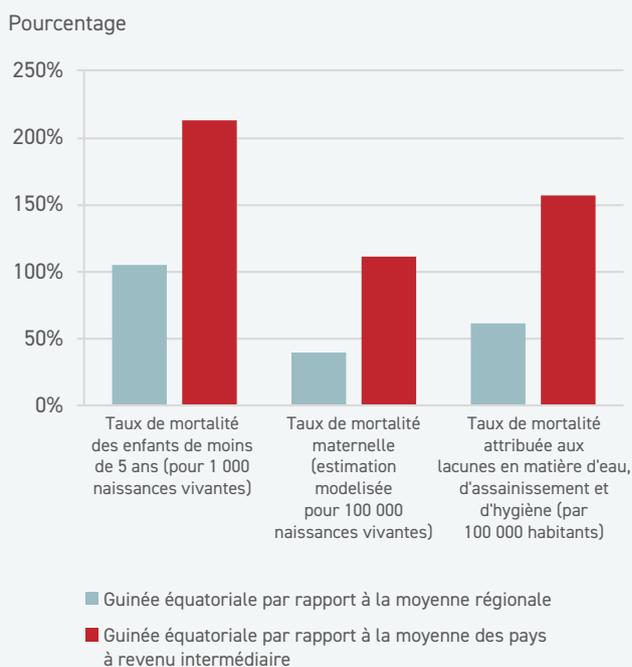
La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a continué de resserrer sa politique monétaire pour contenir les pressions inflationnistes et appuyer le régime de change. Le taux directeur de la BEAC a été maintenu à 5 pour cent après une augmentation cumulée de 175 points de base entre novembre 2021 et mars 2023. Par ailleurs, la BEAC a mis fin à ses injections hebdomadaires de liquidités en mars 2023 après les avoir progressivement réduites à partir de juin 2021. Selon les estimations, l'inflation aurait diminué, passant de 4,9 pour cent en 2022 à 2,4 pour cent en 2023, notamment suite aux mesures de maîtrise prises par la BEAC, à l'accord sur l'importation de produits alimentaires de Serbie et à la réduction de certains droits d'importation. Selon l'Institut National de la Statistique, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 7,1 pour cent entre mars 2020 et septembre 2023, ce qui représente une perte moyenne du pouvoir d'achat des ménages de 4,5 pour cent.

Figure 1 / Guinée Équatoriale : Finances publiques



Sources : Autorités nationales et Banque mondiale.

Figure 2 / Guinée Équatoriale : Indicateurs de pauvreté non-monnaire



Source : Banque mondiale.

Perspectives

La Guinée équatoriale devrait rester en récession en 2024 (la croissance étant de -4,3 pour cent) à cause de la baisse de la production d'hydrocarbures et de la diminution de la demande intérieure. En l'absence d'importants efforts de diversification et de progrès dans les réformes structurelles, la baisse de la production d'hydrocarbures et la chute des cours des matières premières devraient continuer à affecter l'économie qui présentera une croissance moyenne négative de 3,5 pour cent en 2025-2026. La baisse des exportations entraînerait des déficits du compte courant à moyen terme. Bien qu'à un rythme plus lent, les importations diminueraient également à cause de la baisse des dépenses publiques due à l'insuffisance d'espace budgétaire. Selon les projections, le solde budgétaire devrait basculer en déficit en 2024-2025, les réductions des dépenses publiques ne suffisant pas pour compenser la baisse plus importante des recettes des hydrocarbures.

Les risques pesant sur les perspectives sont orientés à la baisse. Une baisse plus forte de la production ou du cours des hydrocarbures réduirait l'espace budgétaire et poserait un risque à la stabilité extérieure. La perturbation des échanges dans le monde affectant les prix des produits alimentaires à cause du conflit prolongé en Ukraine aggraverait l'insécurité alimentaire, en particulier chez les plus vulnérables, étant donné que le pays dépend fortement des importations alimentaires. Un nouveau resserrement des conditions financières mondiales et une baisse de la demande de la Chine et de l'Inde, les principaux partenaires d'exportation de la Guinée équatoriale, pourraient également entraver sa croissance. Les réserves d'hydrocarbures étant en déclin, il est ainsi nécessaire pour la Guinée équatoriale de passer à un nouveau modèle de croissance en instaurant les conditions nécessaires pour que le secteur privé puisse mener à bien ses activités dans les secteurs non pétroliers afin de revigorer la croissance. À terme, la mise en œuvre de la vision de diversification économique nécessitera des efforts pour faire progresser le programme d'action de gouvernance, faciliter les échanges ainsi qu'améliorer l'environnement des affaires et la gestion des finances publiques. Le renforcement du système de protection sociale contribuerait à protéger les plus vulnérables et à combler les inégalités, d'autant plus que, selon les estimations, les dépenses sociales en Guinée équatoriale représentent 1,6 pour cent du PIB en 2022, ce qui est trois fois inférieur à la moyenne des pays de l'Afrique de l'ouest et centrale.



Tableau 2 / Guinée Équatoriale: Indicateurs des perspectives macroéconomiques et taux de pauvreté

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2021	2022	2023 e	2024 p	2025 p	2026 p
Croissance du PIB réel à des prix du marché constants	0,3	3,8	-5,8	-4,3	-3,3	-3,6
Consommation privée	-0,8	9,6	-5,7	-4,8	2,8	2,0
Consommation publique	5,2	-5,3	7,3	20,9	0,3	-6,2
Formation brute de capital fixe	37,4	-2,0	-38,0	-25,2	-11,4	-9,0
Exportations, biens et services	0,3	12,7	-3,7	-5,9	-8,2	-5,5
Importations, biens et services	8,5	19,0	-1,4	3,8	-3,3	-2,8
Croissance du PIB réel à des prix des facteurs constants	0,4	3,5	-5,8	-4,3	-3,3	-3,6
Agriculture	8,0	7,5	-9,1	-6,5	1,5	1,6
Industrie	-5,9	3,1	-39,1	-23,1	-19,6	-14,8
Services	10,8	3,8	43,1	7,5	3,9	0,1
Inflation (indice des prix à la consommation)	-0,1	4,9	2,4	4,0	2,5	2,2
Solde du compte courant (% du PIB)	-2,1	-1,0	-1,6	-3,6	-4,2	-4,1
Entrées nettes d'investissements directs étrangers (% du PIB)	5,2	5,6	4,5	3,4	2,5	1,9
Solde budgétaire (% du PIB)	2,6	13,0	7,3	1,2	-2,4	-3,7
Recettes (% du PIB)	15,6	30,1	27,6	20,5	16,3	14,1
Dette (% du PIB)	43,4	39,3	36,6	32,6	32,3	34,8
Solde primaire (% du PIB)	3,7	14,2	8,7	2,4	-1,3	-2,6
Croissance des émissions de GES (mtCO2e)	22,0	12,3	-9,6	-5,6	-3,7	-2,3
Emissions de GES liées à l'énergie (% du total)	39,0	44,2	41,7	40,4	39,8	39,7

Source : Banque mondiale, Pôles mondiaux d'expertise Pauvreté et équité, et Macroéconomie, Commerce et Investissement. Données sur les émissions provenant du CAIT et de l'OCDE.

Notes : e = estimation, p = prévision.

L'ÉQUIPE



Robert Johann Utz
(Économiste en chef)



Djeneba Doumbia
(Économiste)



Erick Tjong
(Économiste)



Amina Coulibaly
(Économiste principale)



Vincent Belinga
(Économiste principal)



**Diderot Guy D Estaing
Sandjong Tomi**
(Économiste)



Demet Kaya
(Économiste principal)



Marilyne Youbi
(Économiste)



Pierre Mandon
(Économiste)



Sonia Barbara Ondo Ndong
(Économiste)



**Francis Ghislain
Ngomba Bodi**
(Économiste)



Claudia Noumedem Temgoua
(Économiste)



Chris Belmert Milindi Katindi
(Consultant)



Sandeep Mahajan
(Manager de programmes)



Hans Anand Beck
(Manager de programmes)



Irene Sitienei
(Assistante de programme)



Ifeoma Clementina Ikenye
(Assistante de programme)



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Macroéconomie, Commerce et Investissement